



RABASKA
Le projet divise
même les écologistes
Page A 3



MYANMAR
Le sacrifice
des moines bouddhistes
Page B 6

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCVIII N° 228

LE MARDI 9 OCTOBRE 2007

88c + TAXES = 1\$

Le pétrole canadien dans la mire d'al-Qaïda

Le Service canadien du renseignement de sécurité affirme que l'organisation terroriste a inscrit le Canada sur sa liste de cibles possibles

BRIAN MYLES

Al-Qaïda considère l'industrie pétrolière du Canada comme une cible légitime d'attaque terroriste, selon des documents du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) dont *Le Devoir* a obtenu copie.

«Al-Qaïda a inscrit le Canada sur sa liste des pays producteurs de pétrole et sur sa liste des cibles possibles», affirment ces documents caviardés (censurés), obtenus grâce à la Loi sur l'accès à l'information du Canada. Le réseau électrique de l'Amérique du Nord et le secteur maritime canadien sont également menacés

par le terrorisme, estime l'agence de renseignement. Même si al-Qaïda a toujours concentré ses attaques sur les installations pétrolières dans la péninsule arabe, la revue électronique *Sawt al-Jihad* («Voix du djihad»), une publication d'al-Qaïda, a encouragé des attentats contre l'industrie pétrolière au Canada, au Mexique et

au Venezuela dans son édition du 9 février dernier, précise l'agence de renseignement. «C'était la première fois qu'al-Qaïda désignait clairement les intérêts pétroliers du Canada comme des cibles importantes et légitimes».

VOIR PAGE A 8: CIBLE

Trois mille soldats britanniques de moins en Irak



SHAUN CURRY AGENCE FRANCE-PRESSE

DEUX MILLIERS d'étudiants, de syndicalistes et de militants pour la paix se sont donnés rendez-vous hier devant le Parlement de Westminster afin de réclamer le retour des troupes britanniques d'Irak. Les slogans des manifestants pouvaient être entendus à l'intérieur du bâtiment alors que le premier ministre Gordon Brown annonçait que les troupes britanniques en Irak seraient ramenées à 2500 hommes au printemps 2008, contre 5500 au début du mois de septembre. Les manifestants réclamaient également le retrait des troupes britanniques d'Afghanistan où 7000 militaires britanniques sont actuellement déployés, un chiffre qui doit grimper à 7800 d'ici la fin de l'année. À lire en page B 1.

Sarkozy et Fillon à Québec pour le 400^e

CHRISTIAN RIOUX

Paris — Le président Nicolas Sarkozy et le premier ministre François Fillon se rendront tous les deux à Québec à l'occasion des festivités du 400^e anniversaire de la ville. Divulguant hier la participation française aux célébrations, le comité français d'organisation a annoncé que le président prolongerait sa présence à Québec lors du sommet de la Francophonie, en octobre 2008, pour y faire une visite officielle. Son premier ministre renouera quant à lui avec les visites alternées des premiers ministres français et québécois, suspendues depuis quelques années, en se rendant à Québec à l'occasion des grandes cérémonies du 3 juillet prochain.

Hier, Paris avait mis les petits plats dans les grands pour annoncer la participation française aux festivités du 400^e anniversaire de la ville de Québec. L'occasion était belle d'étréner la nouvelle Cité de l'architecture et du patrimoine au Palais de Chaillot inaugurée il y a trois semaines à peine. On avait donc réuni sous les arches gallo-romaines le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, le président du comité français d'organisation Jean-Pierre Raffarin, le maire de Bordeaux Alain Juppé, ainsi que les ministres québécois des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay, et de la Santé, Philippe Couillard, responsable de la ville de Québec.

«Le 400 suscite en France une grande mobilisation et nous sommes heureux que la France ait décidé d'être plus présente pour ce 400^e qu'elle ne le fut pour le 300^e», a déclaré l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Selon lui, la visite de Nicolas Sarkozy pourrait être l'occasion de signer un nouvel accord de coopération bilatéral. L'accord devrait inclure, dit-il, des ententes particulières sur la mobilité professionnelle et le libre-échange. Lors de sa visite à Québec, Nicolas Sarkozy sera alors président de l'Union européenne. «Le 400 peut être un événement déclencheur d'un nouvel élan, dit Raffarin, le tout en cohérence avec le Canada».

On ne savait pas encore hier si la visite de Nicolas Sarkozy se doublerait aussi d'une visite officielle à Ottawa. Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a par ailleurs tenu à dire que 1608 ne marquait pas que la création de la ville de Québec, mais aussi celle du Canada. «Il est vrai que nous aimons le Québec, mais nous aimons aussi le Canada».

Les régions se mobilisent

On estime entre 4 et 7 millions de dollars le budget de la participation française à l'occasion du 400^e. Les organisateurs refusent cependant de confirmer le moindre chiffre. Outre les quelques grandes opérations déjà annoncées, comme l'exposition du musée du Louvre à Québec, le réaménagement du Centre de la francophonie par le jeune architecte français Frank Azzì, l'illumination de la tour Eiffel aux couleurs du Québec et une fête du film français à Québec, ce sont surtout les régions qui semblent se mobiliser.

«Cet anniversaire, c'est aussi un peu celui des régions», a souligné la ministre québécoise des Relations internationales, Monique Gagnon-Tremblay. L'une des manifestations les plus originales devrait réunir les 5000 communes dont sont issus les premiers colons venus au Québec. Celles-ci hisseront le

VOIR PAGE A 8: QUÉBEC

L'ENTREVUE

Un oiseau rare au Québec

Thomas Mulcair concocté un plan pour offrir une alternative fédéraliste aux électeurs

Courtisé par le Parti conservateur et le Parti libéral du Canada après son départ du gouvernement Charest, Thomas Mulcair a plutôt choisi de bâtir le NPD au Québec. Dans sa première grande entrevue depuis son élection dans Outremont, le lieutenant de Jack Layton dans la province nous dévoile son plan de match pour séduire les Québécois.

ALEC CASTONGUAY

Le soleil éclate de tous ses rayons en ce début du mois d'octobre qui se donne des airs de fin d'été. Le mercure dépasse les 20 degrés et les terrasses de la rue Bernard, au cœur d'Outremont, sont bondées en ce mardi midi. Thomas Mulcair est souriant et détendu. Entre deux jus de tomate — l'un de ses breuvages préférés —, il multiplie les poignées de main aux nombreux passants qui s'arrêtent pour le féliciter de sa victoire du 17 septembre dernier. «Je suis un oiseau rare, un député du NPD au Québec!», dit-il en riant.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Thomas Mulcair estime que le NPD peut ravir entre six et 12 circonscriptions au Québec lors des prochaines élections fédérales.

VOIR PAGE A 8: MULCAIR



CLAUDIA DAUT REUTERS

Il y a 40 ans, le «Che»

Mort, le «Che»? Le 8 octobre 1967, Ernesto «Che» Guevara a été capturé en Bolivie, puis exécuté le lendemain. Quarante ans plus tard, le mythe de ce révolutionnaire argentin est plus que jamais vivant, comme en témoignent les célébrations tenues hier pour souligner cet anniversaire. Ayant elle aussi traversé l'histoire, l'image de l'homme, tantôt coiffé d'un béret, tantôt fumant le cigare, est devenue une véritable icône. À lire en pages A 7 et B 1.

INDEX

Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 6	Météo.....	B 5
Culture.....	B 8	Monde.....	B 1
Décès.....	B 4	Mots croisés..	B 5
Économie.....	B 3	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

HOMIER-ROY 5h30

Réalisation: Louise-Renée Bessette, Bernard Michaud



95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

LES ACTUALITÉS

Les Terre-Neuviens vont aux urnes

Le conservateur Danny Williams est assuré de la victoire

MANON CORNELIER

Le mois dernier, le premier ministre terre-neuvien Danny Williams a fait une remarque inhabituelle pour un chef de parti en campagne électorale. Il a dit ne pas vouloir d'un balayage qui le laisserait sans opposition à l'assemblée législative.

Les Terre-Neuviens vont aux urnes aujourd'hui, une opération dépourvue de tout suspense puisque Danny Williams jouit d'un taux de popularité stratosphérique. Il a entrepris la campagne avec 76 % d'appuis, 60 points devant son plus proche adversaire. En fait, les seules vraies inconnues du scrutin demeurent le taux de participation et le nombre de sièges qu'arriveront à conserver les libéraux et les néo-démocrates. Pendant des semaines, on a même cru, à l'extérieur de la province, qu'il ne leur en resterait aucun.

A la dissolution de la Chambre, les conservateurs détenaient 34 des 48 sièges, les libéraux 11, le NPD un, et deux sièges étaient vacants. Selon Don Mills, de la firme de sondages Corporate Research Associates, les conservateurs en auront assurément davantage une fois le dépouillement des votes complété ce soir, eux qui avaient obtenu 58,5 % des voix en 2003. Ils sont assurés de rafler tous les sièges dans la capitale, qui a profité du boom pétrolier, bien qu'un siège dans un quartier où cohabitent artistes et cols bleus pourrait retourner dans le giron néo-démocrate.

La situation est telle à St. John's

que les chefs conservateur et libéral n'y ont pratiquement pas fait campagne, concentrant leurs efforts dans les zones rurales et au Labrador. Le chef libéral Gerry Reid mise en effet sur le mécontentement qui sévit dans ces régions qui voient leurs jeunes partir pour la capitale ou l'extérieur de la province, en particulier l'Alberta. Reid accuse Williams de n'avoir d'intérêt que pour le développement de l'industrie pétrolière et de négliger les autres industries traditionnelles des régions. Combat classique entre ruraux et urbains, une tactique aussi reprise au Labrador où quatre sièges sont en jeu.

La tête haute

Mais affronter Danny Williams n'est pas une mince affaire. L'homme est plus grand que nature, avec son franc-parler et son style bagarreur. Il sait faire vibrer toutes les cordes sensibles des Terre-Neuviens. En tenant tête avec succès à Ottawa et aux grandes entreprises pétrolières. En gérant les finances publiques et l'économie de manière à permettre à la province de quitter le club des provinces pauvres. Ce qui pourrait survenir dès 2009, selon Wade Locke, un économiste de l'université Memorial.

Critiqué l'an dernier pour avoir fait fuir un consortium pétrolier avec ses exigences, il est entré en campagne la tête haute. Quelques semaines avant le déclenchement du vote, le même consortium mené

par Chevron a cédé et signé une entente de principe dans laquelle il abandonne ses demandes d'exemptions fiscales et accorde à la province une participation de 4,9 % dans le projet de cinq milliards, ouvrant ainsi la voie au développement du champ pétrolier extracôtier Hebron.

L'homme joue dur et il gagne. Difficile d'avoir plus belle carte de visite auprès d'une population qui a le sentiment que la province s'est toujours fait avoir quand venait le temps de développer ses ressources naturelles. «*Son mantra durant la dernière élection et celle-ci est: plus question de faire de cadeau. À Terre-Neuve, la population aime les politiciens qui se battent pour la province. Elle s'identifie à eux*», explique le politologue Christopher Dunn, de l'université Memorial de St. John's. En plus, il a une image de gestionnaire prudent. La province prévoit enregistrer un surplus budgétaire de 261 millions en 2007-08.

Dans ce contexte, l'entêtement de Williams tient lieu de vertu et son accord avec Chevron prend des allures de coup fatal porté à l'opposition. «*C'est un dieu à Terre-Neuve*», résume le p.-d.g. de CRA, Don Mills. «*Williams était fort avant l'accord et l'est encore plus depuis. Ce fut la cerise sur le sundae.*»

Un scandale

Le taux de participation, qui était de 72,5 % en 2003, s'annonce faible cette année. Le nombre d'électeurs

qui se sont prévalus du vote par anticipation a chuté de 31 % comparativement à il y a quatre ans. Le couronnement attendu de Danny Williams n'explique pas à lui seul cette chute. Le Rock, comme on appelle souvent Terre-Neuve, a été secoué par un scandale qui a touché des députés de tous les partis.

Ces derniers auraient abusé de leur allocation discrétionnaire, destinée à payer les petites factures de leur bureau de comté, pour s'acheter alcool, parfum ou billets pour des matchs de hockey. La classe politique en générale y a goûté, note Christopher Dunn, au point de se voir ridiculiser dans une chanson composée par un groupe local et que les radios jouent sans arrêt.

Danny Williams, dans tout ça, s'en tire sans égratignure. Le riche homme d'affaires n'a pas été associé au scandale et son intégrité n'a jamais fait de doute dans la tête de ses commettants impressionnés par sa décision de verser tout son salaire à des organismes de charité, explique Don Mills.

Sa victoire risque cependant de donner des maux de tête aux conservateurs de Stephen Harper. Williams n'a pas digéré leur réforme de la péréquation qu'il juge contraire aux promesses faites lors de la dernière campagne fédérale. Il a promis de se battre pour défendre ses cousins fédéraux qui détiennent trois sièges dans la province. Voilà une bien mauvaise nouvelle pour M. Harper qui espère obtenir un mandat majoritaire.

Collaboratrice du Devoir

Accommodements raisonnables

La CSN propose une Charte de la laïcité

MARTIN OUELLET

Québec — Un peu plus de 30 ans après la Charte de la langue française, le Québec est mûr pour se doter d'une nouvelle loi fondamentale pour proclamer, cette fois, son caractère laïque, estime la centrale syndicale CSN.

Dans son mémoire sur les pratiques d'accommodement raisonnable qui sera présenté le mois prochain à la commission Bouchard-Taylor, la CSN suggère la rédaction au Québec d'une Charte de la laïcité, pour affirmer la «*nécessaire neutralité*» de l'appareil d'Etat et de ses institutions.

Sans aller jusqu'à interdire le port du voile à l'école, la Charte de la laïcité imposerait, par contre, une neutralité complète aux enseignants et au personnel du réseau scolaire.

«*Nous croyons que puisque le réseau de l'éducation est maintenant déconfectionnalisé et que la religion n'y sera plus enseignée à compter de septembre 2008, il faut faire le dernier pas vers la laïcité. La neutralité devra ainsi s'appliquer aux personnes qui y travaillent par interdiction de manifester ses convictions religieuses*», mentionne le mémoire de 25 pages. En vertu de la Charte, les étu-

diantes seraient autorisées à porter le hijab en classe. Cependant, le port du voile intégral — burka, niqab, tchador — serait banni des institutions d'enseignement.

«*Malgré le fait que nous croyons que les élèves, étudiants et usagers des services publics ont le droit d'exprimer leurs croyances religieuses, nous considérons que ce vêtement qui n'est porté que par bien peu de personnes empêche et brise la communication. Il fait aussi partie de ces choix individuels qui ne sont basés sur aucun principe religieux généralement reconnu*», précise le mémoire de la centrale.

Une telle Charte imposerait une neutralité complète aux enseignants et au personnel du réseau scolaire

Des exemples

Dans l'ensemble des services publics, les gestionnaires pourraient prendre appui sur la Charte pour décliner toute requête d'usager qui refuse, pour des motifs religieux, les services d'un employé en raison

de son sexe. Par exemple, un CLSC ne pourrait plus interdire aux hommes l'accès à des cours prénataux pour accommoder des musulmanes ou encore un religieux orthodoxe ne pourrait plus exiger qu'une agente de la Société de l'assurance automobile s'efface derrière son collègue masculin.

«*Au plan des services publics, il ne doit pas y avoir de services séparés pour les hommes et pour les femmes. Nous croyons que la société québécoise est mûre pour ça. Ce serait salubre et cela éviterait les dérapages des derniers mois*», a dit la présidente de la centrale, Claudette Carbonneau, en entrevue à La Presse canadienne.

Adoptée par une loi de l'Assemblée nationale, la Charte aurait aussi pour effet, croit la CSN, de court-circuiter des décisions comme celle, récente, du directeur général des élections du Canada de permettre aux femmes portant le niqab ou la burka — des voiles couvrant le visage — de voter aux élections fédérales.

Peu importe la religion ou la culture, la Charte de la laïcité rendrait obligatoire l'identification des citoyens «*lorsque c'est requis pour l'ensemble*».

La Charte «*présente l'avantage d'éviter le développement anarchique, inégal et à la pièce de réponses aux demandes d'accommodement ou d'ajustement pour motifs religieux en fixant d'entrée de jeu plusieurs balises*», argue la CSN.

Par ailleurs, contrairement au Conseil du statut de la femme, la CSN s'oppose à la proposition d'amender la Charte québécoise des droits et libertés pour y subordonner la liberté de religion à l'égalité des sexes.

«*Jamais nous ne songerions à remettre en cause la liberté d'opinion, d'expression et de conscience dont la liberté de religion fait partie*, plaide la centrale syndicale. *Ce ne sont pas les chartes qu'il faut remettre en cause, mais, bien davantage, plusieurs jugements rendus par les divers tribunaux.*»

De l'avis de Mme Carbonneau, l'adoption d'une Charte de la laïcité aurait justement pour effet d'extirper la question des accommodements raisonnables de la griffe des tribunaux au profit du pouvoir politique.

La Presse canadienne

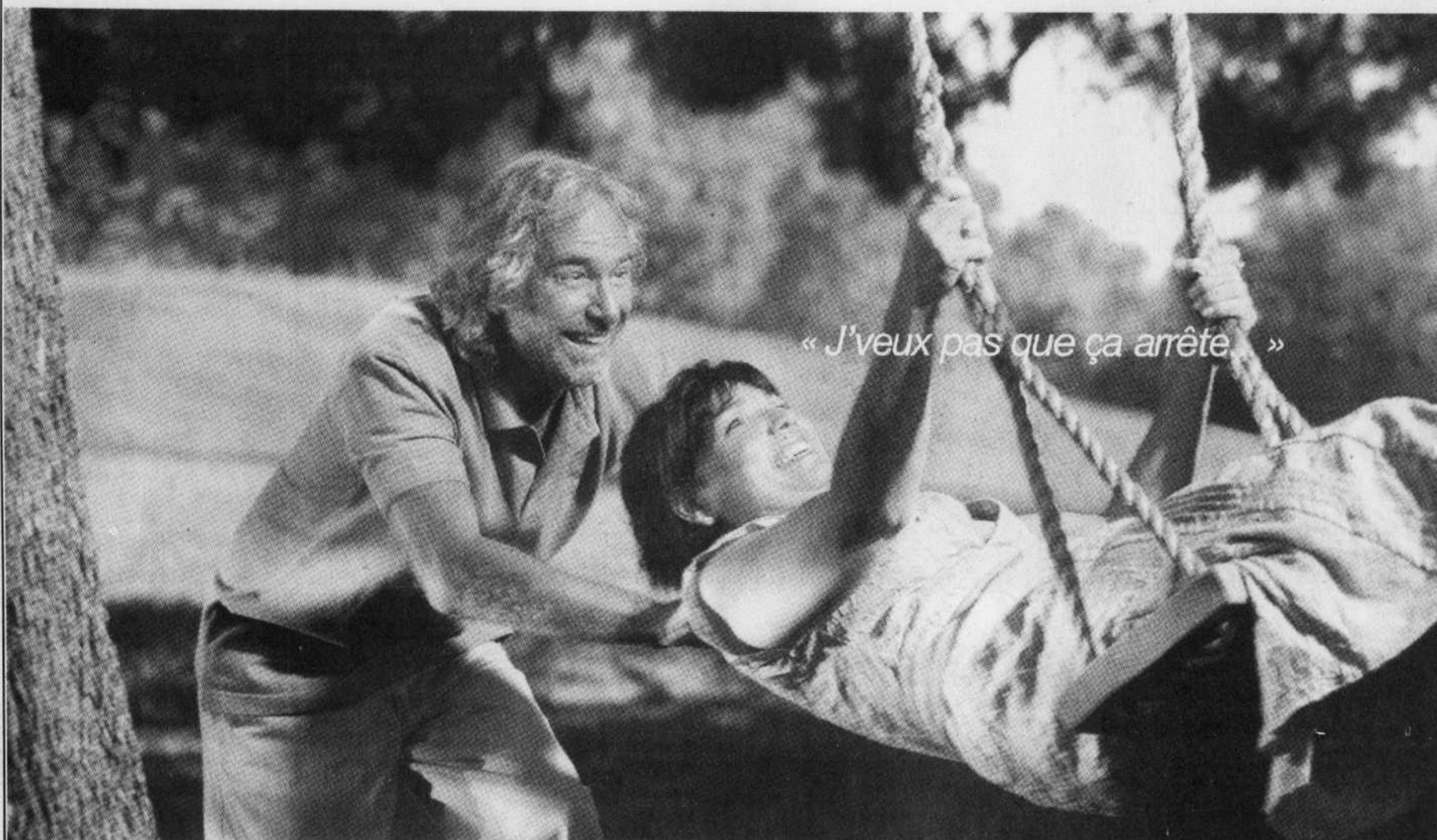
Cimetière Notre-Dame-des-Neiges: une nouvelle offre

Alors que la direction du cimetière Notre-Dame-des-Neiges de Montréal s'apprête à proposer aujourd'hui une nouvelle offre contractuelle à ses quelque 130 employés, le président du syndicat estime que ses membres se sont toujours bien comportés durant le conflit.

Plusieurs visiteurs au cimetière et des proches de défunts qui sont inhumés, après plusieurs mois d'attente, se plaignent que des véhicules ou des installations du cimetière soient placardés d'autocollants syndicaux. Le président syndical Daniel Maillet croit que les travailleurs n'ont pas abusé des seuls moyens qu'ils ont à leur disposition pour faire valoir leur cause. Il accuse du même souffler la direction du cimetière et le ministère du Travail d'avoir bafoué les droits des travailleurs.

Les 130 travailleurs, qui sont revenus au travail le 10 septembre après quatre mois de lock-out, devraient se prononcer sur la nouvelle proposition patronale vendredi.

La Presse canadienne



«*J'veux pas que ça arrête*»

CONTINUEZ LA BELLE VIE
L'ÉPARGNE FLEXI-PLUS

- + Taux d'intérêt avantageux, sans égard aux sommes accumulées.
- + Encaissables en tout temps.
- + Taux d'intérêt variable en fonction des conditions du marché.
- + Aucuns frais de gestion et d'administration.

Pour en savoir plus, téléphonez-nous ou consultez notre site Internet.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOS
ÉCONOMIES
GARANTIES
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Épargne
placements

Québec

ACTUALITÉS



Chantal Hébert

Stockwell Dion, Stéphane Day?

Stephen Harper n'a pas toujours eu la main heureuse lors de la composition de son premier cabinet. Deux fois plutôt qu'une, il a dû remettre l'ouvrage sur le métier depuis 20 mois. Mais contre bien des attentes, la nomination de son prédécesseur et ex-rival Stockwell Day à la Sécurité publique n'a pas fait partie des mailles échappées par un chef de gouvernement néophyte.

Largement considéré à l'époque de son assermentation comme un des paris risqués du nouveau gouvernement, le ministre Day fait jusqu'à présent plutôt figure de valeur sûre. Pour ceux qui ont suivi sa spectaculaire descente aux enfers il y a quatre ans, ce retour en grâce tient de la résurrection.

Aussi impressionnante soit-elle, la réhabilitation de Stockwell Day n'est pourtant pas sans précédent. Après avoir été évincé du pouvoir et de la direction de son parti, Joe Clark avait eu droit à une seconde vie ministérielle respectable sous Brian Mulroney. Pour un chef de parti, il est plus facile de cohabiter avec un prédécesseur évincé qu'avec un ex-rival en mal de revanche; les tiraillements passés du couple Chrétien-Martin et ceux, plus actuels, du tandem Dion-Ignatieff en témoignent.

Si le cas de Stockwell Day démontre que ce n'est pas parce qu'on a été un chef médiocre qu'on ne peut pas être un bon ministre, il fait également la preuve que ce n'est pas parce qu'on a les qualités requises pour être un ministre solide qu'on a celles d'un grand leader. Cela non plus n'a rien d'exceptionnel. Paul Martin, Bernard Landry, André Boisclair et Ernie Eves sont autant d'autres exemples de transition au leadership ratée.

En entrevue au *Téléjournal* dans la foulée de la défaite libérale dans Outremont le mois dernier, Stéphane Dion a reconnu cette réalité quand il a candidement admis ne pas avoir été suffisamment à la hauteur de ses nouveaux habits de leader.

À sa décharge, le chef libéral n'est pas le premier leader à avoir des difficultés d'apprentissage. Mais contrairement à Jean Chrétien, Stephen Harper, Dalton McGuinty et Jean Charest, qui ont passé de mauvais quarts d'heure dans l'opposition avant de connaître une ou des heures de gloire au pouvoir, Stéphane Dion ne peut pas compter sur un grand capital de foi au sein de sa formation.

En cela, son parcours s'apparente davantage à celui du chef déchu de l'Alliance canadienne. Et cette dynamique explique largement la rapidité avec laquelle s'est installé un climat de crise au sein du PLC ces dernières semaines.

Comme la victoire de M. Dion en décembre dernier, celle de Stockwell Day avait pris au dépourvu les élites de sa formation. Lune et l'autre étaient le fruit d'un certain déni de la base militante du parti en cause.

En 2000, la faction la plus orthodoxe du Parti réformiste s'était fait plaisir en appuyant Stockwell Day. Devant un Preston Manning résolu à recentrer son parti pour l'élargir et

Tom Long, un candidat issu de la grosse machine bleue ontarienne, M. Day était finalement le candidat d'un certain *status quo*.

En décembre dernier, bien des militants libéraux ont mis sur les origines québécoises de Stéphane Dion pour reconquérir le Québec sans passer par l'ouverture au nationalisme québécois que leur proposait Michael Ignatieff. Dans le même esprit, en 2000, bien des réformistes voulaient croire que le bilinguisme (relatif) de Stockwell Day rendrait l'électorat du Québec et de l'Ontario moins réfractaire à son conservatisme social.

Pour un député, la capacité d'un aspirant au leadership à le faire élire, et de préférence au pouvoir, est fondamentale. À l'instar de la vaste majorité des collègues de M. Dion l'automne dernier, les députés réformistes avaient de gros doutes à ce sujet dans le cas de M. Day.

Il n'étaient pas les seuls. Comme le chef du NPD Jack Layton, qui aujourd'hui saive à l'idée de déplumer le PLC aux prochaines élections, Joe Clark et le Parti progressiste-conservateur s'étaient réjouis de l'arrivée de Stockwell Day à la tête du parti rival. Les hostilités au sein d'une droite divisée avaient repris de plus belle.

Quant à l'empressement de plus en plus manifeste de Stephen Harper d'en découdre en campagne électorale, il s'inspire des mêmes sentiments qui avaient poussé Jean Chrétien à déclencher des élections dès l'automne 2000, peu de temps après l'arrivée de M. Day comme chef fédéral et à peine trois ans après le scrutin précédent.

Par contre, contrairement à Stéphane Dion, M. Day était entouré d'une équipe juvénile, à l'image de sa formation et de sa personnalité comme chef. Règle générale, les vieux sages du mouvement conservateur étaient restés fidèles à l'ancien parti progressiste-conservateur. Les éminences grises de la mouvance réformiste n'avaient jamais mené une campagne gagnante au Canada. La garde rapprochée de M. Day en particulier ne connaissait de la bataille électorale que les luttes relativement faciles qui sont le lot habituel des conservateurs en Alberta.

Ces dernières semaines, l'établissement libéral fédéral a entrepris de resserrer les rangs autour d'un Stéphane Dion déstabilisé. Dans le scénario d'un scrutin automnal, la volonté de la machine libérale de porter le chef à bout de bras pourrait faire la différence entre sauver les meubles et sombrer corps et biens. Dans l'éventualité d'une défaite par contre, personne ne peut présumer que M. Dion — qui s'est hissé à la force du poignet à la direction de son parti — réussira à s'y maintenir beaucoup plus longtemps que Stockwell Day dans le même genre de circonstances. En politique, il n'y a pas que la défaite qui soit orpheline, les chefs mal aimés aussi.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

EN BREF

Chrétien de retour chez lui

Ottawa — L'ex-premier ministre Jean Chrétien a pu quitter l'hôpital hier et poursuivra sa convalescence chez lui, à Ottawa. Agé de 73 ans, M. Chrétien a subi d'urgence un quadruple pontage coronarien mercredi dernier, à l'Institut de cardiologie de Montréal. Son retour à la maison a été confirmé hier par son adjoint, Bruce Hartley. M. Chrétien a été hospitalisé après avoir annulé un engagement à Vancouver, où il devait prononcer une allocution sur l'industrie minière dans la région Asie-Pacifique. — *La Presse canadienne*

Menace de grève chez Chrysler

Detroit — Le syndicat des Travailleurs unis de l'automobile (UAW) a lancé un ultimatum au constructeur automobile américain Chrysler, lui donnant jusqu'à mercredi, à 11h, pour la signature d'une nouvelle convention collective de quatre ans, a annoncé hier l'entreprise. Le syndicat menace de faire la grève si les parties n'arrivent pas à conclure un accord. Les négociateurs sont retournés à la table, hier, après avoir poursuivi leurs discussions pendant tout la fin de semaine. — *AP*

Le projet Rabaska divise même le milieu des écologistes

Équiterre et Greenpeace ne défendent pas la même position que la coalition Québec-Kyoto

Il n'y a pas que les citoyens et les milieux d'affaires de la Vieille Capitale et de Lévis qui s'opposent entre eux à propos du projet Rabaska, ou les partis politiques présents à l'Assemblée nationale. Le milieu environnemental se retrouve aussi dans la tourmente et les séquelles risquent d'être persistantes.

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Le milieu environnemental vit des heures difficiles dans le dossier Rabaska en raison de la stratégie de certains groupes de miser davantage sur la négociation de solutions visant à atténuer les impacts du projet avec le gouvernement plutôt que de s'y opposer dans une lutte à finir, basée sur la mobilisation du grand public.

On retrouve dans cet affrontement, qui tourne à l'aigre, d'un côté la coalition Québec-Kyoto, qui a mené une guerre victorieuse contre le Suroit, il y a quelques années, qui s'est opposé au projet Cacouna et a réussi de peine et de misère à hisser récemment le projet Rabaska au rang d'enjeu environnemental national.

De l'autre côté, on retrouve Greenpeace et Équiterre, qui prônent une stratégie gouvernementale qui s'accommoderait du projet Rabaska s'ils parvenaient à convaincre Québec de réduire le bilan national de GES en planifiant un transfert du mazout lourd vers le gaz. Faire passer un équipement industriel du mazout au gaz peut se solder par une réduction de GES, en intensité toutefois, de 30 % à 40 % parce que le gaz est moins riche en carbone.

Le rapprochement entre Greenpeace et Équiterre repose en grande partie sur la personnalité de l'ancien directeur de Greenpeace, Steven Guilbeault, qui a quitté ses fonctions pour devenir porte-parole d'Équiterre. Il était lui-même un des fondateurs d'Équiterre. Reste à savoir cependant si cette alliance perdurera car Greenpeace fait partie de la coalition Québec-Kyoto.

Une explosion

La semaine dernière, la lettre conjointe de Steven Guilbeault et du président de la FTQ, Henri Massé, en faveur d'un éventuel plan de substitution du mazout au gaz, n'a pas



SOURCE PROJET RABASKA

Cette modélisation du projet Rabaska, qu'on trouve sur le site du promoteur, montre comment les réservoirs et le quai destiné aux méthaniens modifient ce milieu agricole, devant l'île d'Orléans, en haut de la photo. On aperçoit aussi la faible largeur du fleuve à cet endroit, ce qui a soulevé un autre débat sur la sécurité maritime. On ne voit pas, cependant, la présence d'environ 130 maisons dans le périmètre de 1,5 km à l'ouest du projet, où les risques de conflagration ne sont pas négligeables.

simplement mis le feu aux poudres mais a provoqué une explosion.

Le porte-parole de Québec-Kyoto, Daniel Breton, réagissait en faisant parvenir un courriel aux membres de la coalition, dans lequel il interprétait ainsi cette prise de position: «Le gouvernement est en train de mettre la table avec la complicité de Guilbeault et d'Équiterre pour que Rabaska passe mieux quand le gouvernement annoncera son plan de conversion attaché au "Oui" à Rabaska.» Suivait une série d'expressions que la décence interdit de rapporter.

Daniel Breton, épuisé physiquement et financièrement par excès de bénévolat, a dû être hospitalisé la semaine dernière. Il s'est excusé publiquement auprès de Steven Guilbeault. Mais l'affaire ayant pris des proportions, l'autre porte-parole de Québec-Kyoto, André Bélisle, président de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), a distribué une mise au point en fin de semaine.

Il reconnaît sans ambages que la déclaration de Daniel Breton constitue sans aucun doute «une erreur», «un manque de patience et aussi de respect» dans un débat qui aurait dû demeurer «civilisé».

Du côté d'Équiterre

Mais pour «comprendre le contexte» de l'escalade, il rappelle qu'au moment où la coalition Québec-Kyoto mobilisait le Québec contre le Suroit en vue d'une manifestation qui allait devenir la plus importante de la courte histoire du mouvement environnemental québécois, Équiterre distribuait «accidentellement» un courriel disant que l'organisme ne participerait pas à une marche qui s'en allait vers un échec certain. Ce fut pourtant un succès sans précédent.

Lorsque Québec-Kyoto a voulu organiser une autre marche le 22 septembre dernier pour faire suite à celle d'avril qui a attiré plus de 20 000 personnes autour des objectifs de Kyoto, Équiterre a fait savoir dans le milieu que le groupe ne serait pas là car, écrivait Sidney Ribaux, son coordonnateur, «ce dossier est très complexe et nous préférons bien l'analyser avant de descendre dans la rue» et les études qui permettraient de trancher ne sont pas disponibles. Cela a été perçu du côté de Québec-Kyoto comme un coup dans les jarrets. Et la manifestation n'a pas eu le succès escompté.

Mais Laure Waridel, l'autre figure médiatique qui a longtemps incarné l'image d'Équiterre, dont elle est un des cofondateurs, s'est présentée à cette manifestation pour bien montrer qu'elle était du côté des citoyens opposés à Rabaska. Elle a d'ailleurs fait parvenir un message à Daniel Breton et à André Bélisle pour leur dire: «vous êtes tous les deux irremplaçables.»

Des citoyens de Lévis ont d'ailleurs vivement réagi eux aussi à l'ouverture pro-Rabaska de la lettre Guilbeault-Massé. Yves Saint-Laurent, porte-parole de Rabat-Joie, après avoir cité plusieurs passages des mémoires de Greenpeace et d'Équiterre contre le projet Cacouna, contre les ports méthaniens et l'augmentation prévisibles des émissions de GES attribuables au gaz naturel, demande au porte-parole d'Équiterre pour quoi, aujourd'hui, il s'assoit avec les «politico-économio-syndico-suppoteurs de Rabaska» et lui demande d'expliquer ce qui s'est passé depuis la prise de position contre Cacouna et les dangers des ports méthaniens, ce qui ne s'applique plus à Rabaska.

Le Devoir

François Gendron

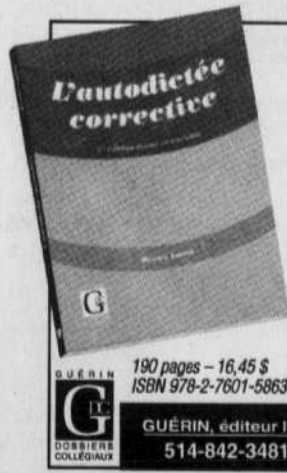
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal

514.845.5545

POUR VOUS TIRER D'EMBARRAS



Maurice LORENT

L'AUTODICTÉE CORRECTIVE

2^e édition revue et enrichie

Pour renforcer la maîtrise du français écrit.

190 pages - 16,45 \$

ISBN 978-2-7601-5863-4

GUÉRIN, éditeur ltée

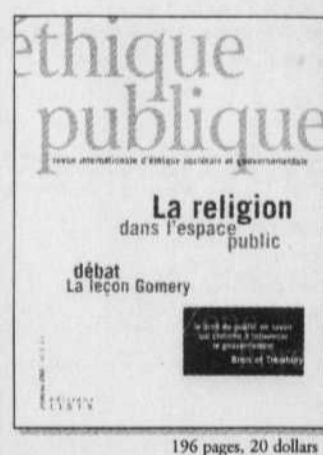
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies

Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Liber • Éthique publique

Religion? Diversité culturelle? Accommodements raisonnables?



La religion dans l'espace public

débat Laethique publique

débat Laethique publique

débat Laethique publique

débat Laethique publique

196 pages, 20 dollars



L'aménagement de la diversité culturelle et religieuse

débat des accommodements raisonnables

débat des accommodements raisonnables

débat des accommodements raisonnables

204 pages, 20 dollars

La revue Éthique publique: une clé pour comprendre les débats actuels

Des milles en triple avec le Triple 7 vers Paris. Voilà de quoi faire sourire tout le monde.

Lorsque vous voyagez dans nos nouvelles Suites Super Affaires™ à bord du nouveau Boeing 777, vous obtenez le triple des milles Aéroplan™. Et si vous choisissez la classe économique, vous accumulez 3 500 milles-bonuses Aéroplan.

Inscrivez-vous dès aujourd'hui pour être admissible à la promotion. Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages.

Vous devez vous inscrire avant le 31 janvier 2008 pour être admissible à la promotion du triple des milles Aéroplan. Vous devez vous inscrire avant le 15 décembre 2007 pour être admissible à la promotion des 3 500 milles-bonuses Aéroplan. Tous les vols effectués durant la période de promotion vous donneront droit à des milles-bonuses Aéroplan, y compris les vols effectués avant l'inscription. Il suffit de vous inscrire une seule fois pour être admissible à la promotion. Vous obtiendrez le triple des milles Aéroplan pour chaque vol aller-retour ou pour deux segments de vol aller simple et les deux vols admissibles doivent être effectués en classe économique. Classes de réservation admissibles: Latitude Plus (Y, H, J), Loner (B, H, V, Q, I, A, S) et 1. D'autres conditions s'appliquent. Visitez aircanada.com pour tous les détails. ™Super Affaires est une marque déposée d'Air Canada. ™Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite.

STAR ALLIANCE

aircanada.com
La liberté de voyager à votre façon

LES ACTUALITÉS

Le Commissaire aux langues officielles surveillera de près le discours du Trône

Graham Fraser attend des engagements fermes d'Ottawa pour le rétablissement du Programme de contestation judiciaire

KARINE FORTIN

Ottawa — Les partis d'opposition aux Communes ne seront pas seuls à écouter attentivement le discours du Trône de la semaine prochaine. Le commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, promet en effet de l'éplucher lui aussi dans l'espoir d'y trouver «un signe de ce que le gouvernement Harper est prêt à faire» pour les minorités linguistiques du pays.

«Je pense que le discours du Trône va envoyer un message très important aux communautés sur ce que le gouvernement est prêt à faire. Je sais que du travail a été fait, mais ce n'est que dans le discours du Trône qu'on connaîtra les résultats», a-t-il souligné lors d'un entretien avec La Presse canadienne.

Un engagement ferme constituerait un beau cadeau pour l'ancien journaliste francophile entré en fonction il y a tout juste un an, dans la foulée de l'abolition du financement au Programme de contestation judiciaire (PCJ), qui finançait les luttes de groupes minoritaires devant les tribunaux.

Le commissaire s'apprete d'ailleurs à publier son rapport final sur

cette décision très contestée ainsi que sur les compressions de l'automne dernier dans les organismes communautaires spécialisés en alphabétisation ou dans l'aide aux femmes, entre autres.

La version préliminaire du rapport, publiée au printemps, blâmait sévèrement le gouvernement conservateur, accusé d'avoir bafoué les droits des minorités linguistiques. On s'attend à ce que la nouvelle mouture, qui tient compte de la réplique des conservateurs, ne fasse pas plus de quartier.

Dans ce contexte, et en prévision d'une élection prochaine, le gouvernement pourrait être tenté d'amadouer les communautés minoritaires en ressuscitant le PCJ sous une forme ou sous une autre dans le discours du Trône. Des rumeurs en ce sens circulent d'ailleurs à Ottawa depuis plusieurs semaines.

Stephen Harper pourrait aussi annoncer un nouveau plan d'action pour les langues officielles qui permettrait aux communautés de poursuivre le travail effectué grâce à celui qui vient à échéance en mars prochain.

«Ça n'a pas besoin d'être une grosse déclaration. Le premier plan

est issu d'une seule phrase dans le discours du Trône de 2001», rappelle M. Fraser qui a fait paraître l'an dernier — et dans les deux langues — un ouvrage intitulé *Sorry I don't speak French*, sur l'évolution et l'échec des politiques linguistiques au Canada.

Doté d'un budget de 750 millions de dollars, le plan d'action conçu en 2003 par Stéphane Dion prévoyait entre autres des investissements en éducation, en santé et dans les activités culturelles des communautés linguistiques minoritaires, c'est-à-dire les anglophones du Québec et les francophones des autres provinces.

Graham Fraser a été en mesure de constater ses effets bénéfiques puisqu'il a profité de sa première année pour visiter neuf des dix provinces ainsi que les territoires du pays afin de rencontrer les gens qu'il est chargé de protéger. Il a en outre prononcé quelque 75 discours et assisté à d'innombrables tables rondes et réunions.

Auteur d'une histoire du Parti québécois qui a fait école, le commissaire note que la situation des francophones hors Québec a bien changé depuis que René Lévesque les a qualifiés de «dead ducks».

«Il y a encore du progrès à faire. On ne devrait plus avoir à rappeler aux institutions leurs obligations, mais on ne conteste plus ni l'importance, ni la validité, ni la valeur de la dualité linguistique au Canada», note-t-il.

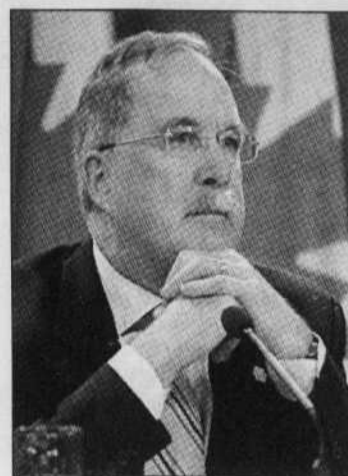
Rester vigilant

M. Fraser, qui a déjà décrit son rôle comme celui d'un «meneur de claques doublé d'un emmerdeur», entend donc rester vigilant, surtout envers le gouvernement fédéral, qui ne joue pas toujours le rôle de leader qui est le sien.

Dans son premier rapport annuel, déposé au Parlement en mai dernier, le commissaire soulignait que les belles paroles du gouvernement conservateur en matière de langues officielles ne se traduisaient pas par des gestes concrets.

Le rapport annuel constatait que, trop souvent, l'approche des ministères fédéraux était de faire le minimum ou encore de ne penser qu'aux langues officielles après coup.

Au cabinet de la ministre responsable des langues officielles, Josée Verner, un porte-parole a estimé hier que «dans le budget de 2007, le gouvernement conserva-



CHRIS WATTIE REUTERS
Graham Fraser, commissaire aux langues officielles

teur a augmenté le financement alloué aux minorités linguistiques de 30 millions pour les deux prochaines années».

«Le gouvernement continuera de s'assurer que ces programmes répondent aux besoins des minorités linguistiques du pays et que les institutions fédérales soient conformes à la Loi sur les langues officielles», a-t-on précisé.

En plus de s'occuper du PCJ, il a dû affronter d'autres tempêtes. Il y a d'abord eu la refonte de la politique linguistique de l'armée, puis l'histoire des panneaux commémoratifs pleins de fautes d'orthographe à Vimy, la nomination contestée de hauts fonctionnaires unilingues et une crise au sein du comité parlementaire au printemps.

Les langues officielles et le bilinguisme qui étaient relégués aux pages intérieures des journaux depuis des années, sont soudainement redevenus matière à manchettes.

Celui qui a été longtemps chroniqueur politique au *Toronto Star* ne s'en offusque pas, bien au contraire.

Il ne semble toutefois pas avoir d'appétit pour les déclarations à l'emporte-pièce qui plaisent aux médias.

Plus posé et moins incisif que son prédécesseur, Dyane Adam, M. Fraser n'en est pas moins tenace. «A chacun son style. Le mien consiste à faire une bonne analyse et à s'assurer qu'il y ait des résultats», insiste-t-il.

La Presse canadienne

Lendemain de veille



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

RAVIES d'avoir passé une nuit blanche, ces deux jeunes filles sortent tout juste du 17^e Festival Black and Blue où elles ont dansé des heures durant sur les rythmes envoûtants de la musique techno. Tout comme elles, ils étaient près de 12 000 «ravers» à avoir pris le Stade olympique pour un plancher de danse dans le cadre de cette grande fête bénéfice annuelle pour venir en aide aux personnes vivant avec le VIH-sida et à l'action communautaire gaie et lesbienne. Au moins deux personnes auraient été arrêtées pour possession et trafic de stupéfiants et huit autres se seraient vu interdire l'entrée du rave pour des raisons similaires.

Cap sur la grève des étudiants

Malgré quelques revers, l'ASSE entend poursuivre son travail de mobilisation

LISA-MARIE GERVAIS

Le revers provoqué par le rejet du mandat de grève au Cégep du Vieux-Montréal n'y changera rien... L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) entend toujours poursuivre son travail de mobilisation vers une grève générale illimitée. C'est du moins ce que les délégations représentant les différentes associations membres ont décidé de faire à l'issue du Congrès de l'ASSE qui s'est tenu en fin de semaine.

«On va maintenir le cap. L'idée, c'est d'intensifier la mobilisation et le travail sur le terrain», a affirmé

le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais. «On ne peut pas ignorer le vote «contre» du Cégep du Vieux-Montréal et c'est pourquoi on va continuer notre mobilisation», a dit M. Gendron-Blais en regrettant que cette association étudiante collégiale ait rejeté la grève car elle songeait à rejoindre la coalition nationale. «Il va falloir travailler fort, le contexte n'est pas favorable. Plusieurs administrations locales des diverses associations étudiantes nous mettent des bâtons dans les roues», a-t-il indiqué. Plusieurs d'entre elles n'auraient pas autorisé la tenue du Congrès de l'ASSE en leurs

murs. M. Gendron-Blais s'est toutefois réjoui de l'appui de l'Assemblée facultaire des étudiants en sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM).

À la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), on ne s'étonne guère de ce lent départ de campagne. «En 2004-2005, la campagne contre les coupures avait duré un an avant que le gouvernement finisse par reculer. Là, on est encore au début», a souligné le président Jean-Patrick Brady. Ce qui est important, c'est que les étudiants continuent ces moyens de pression», a-t-il noté en affirmant qu'il y aura «d'autres coups d'éclat» prochainement.

Selon lui, le signal reçu de la part des étudiants est une gradation des moyens de pression et non pas une grève. «Mais si on a des débats sur les moyens, ça veut au moins dire qu'on s'entend sur la question de fond», a soutenu M. Brady.

Au total, 15 associations se prononceraient sur un mandat de grève d'ici le 23 octobre. Sans avoir de date butoir, l'ASSE, qui s'est fixé un plancher de sept associations étudiantes représentant 25 000 étudiants comme condition au déclenchement de la grève, fera le point le 20 octobre prochain.

Le Devoir

ÉCONOMIE

Wall Street finit sur une note irrégulière

New York — Wall Street a clôturé sur une note irrégulière hier, en raison de prises de bénéfice après la forte hausse de vendredi, et ce, dans un climat de prudence préjudant à l'avalanche des ré-

sultats de sociétés trimestriels. Le Dow et le S&P-500 ont atteint des plus hauts records vendredi, en réaction à une statistique de l'emploi plus forte que prévu.

Les échanges ont été minces en

raison du Columbus Day, jour semi-férié aux États-Unis durant lequel les administrations gouvernementales sont fermées, de même que le marché obligataire.

Le Dow Jones perd 22,28 points à

14 043,73, tandis que le NASDAQ Composite gagne 7,05 points à 2787,37. Le S&P-500 abandonne 5,01 points à 1552,58.

Reuters

Hotel Port-Royal
144
Vieux-Québec
★★★★★
FORFAIT D'AUTOMNE À 169 \$
Incluant • 1 nuitée dans une suite de Luxe • Petit déjeuner à la carte pour 2 pers. • Stationnement

LE PORT-ROYAL
HOTEL & SUITES
VIEUX-QUÉBEC
144, rue Saint-Pierre
valable jusqu'au 21 nov. 2007
1.866.417.2777 • 418.692.2777
www.hotelporroysuits.com

Maria ISABEL OTERO ESPEJO
Collection
EL MUNDO A MIS MANOS
Espagnol au secondaire

Cahiers 1 à 5 14,20 \$ chacun
Corrigés 1 à 5 26,25 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Par un collectif d'auteurs
Directeur de la collection Stéphane VALIQUETTE, S.J.

LE CHRISTIANISME
ISBN 978-2-7601-1369-3 (56 pages)

LE JUDAÏSME
ISBN 978-2-7601-1358-6 (62 pages)

L'ISLAM
ISBN 978-2-7601-1406-7 (64 pages)

LE BOUDDHISME
ISBN 978-2-7601-1399-2 (76 pages)

L'HINDOUISME
ISBN 978-2-7601-1405-0 (60 pages)

COLLECTION LES GRANDES RELIGIONS

9,60 \$ chacun

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

SÉRIE DE REPORTAGES à 17h45

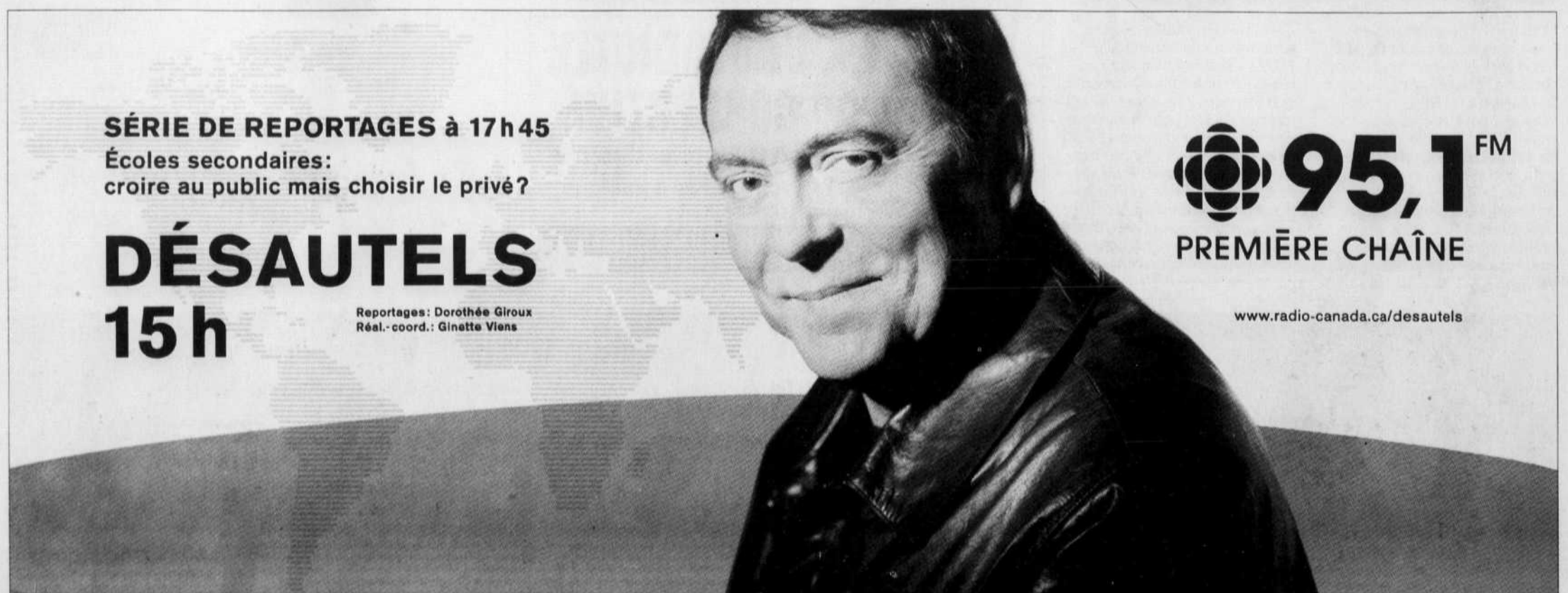
Écoles secondaires:
croire au public mais choisir le privé?

DÉSAUTELS
15 h

Reportages: Dorothée Giroux
Réal.-coord.: Ginette Viens

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/desautels



LES ACTUALITÉS

Nobel de médecine 2007: des souris et des hommes

Le prix a été attribué hier à deux Américains et à un Britannique pour des travaux sur la création de souris transgéniques

FRANCIS KOHN

Stockholm — Le prix Nobel de médecine 2007 a été attribué hier à deux Américains et à un Britannique pour des travaux sur la création de souris transgéniques qui ont ouvert un nouvel horizon à la recherche sur des maladies comme l'alzheimer ou le cancer.

Les travaux des Américains Mario Capecchi et Oliver Smithies et du Britannique Martin Evans ont permis de découvrir comment manipuler génétiquement des cellules souches embryonnaires de souris, a indiqué le comité Nobel dans son communiqué.

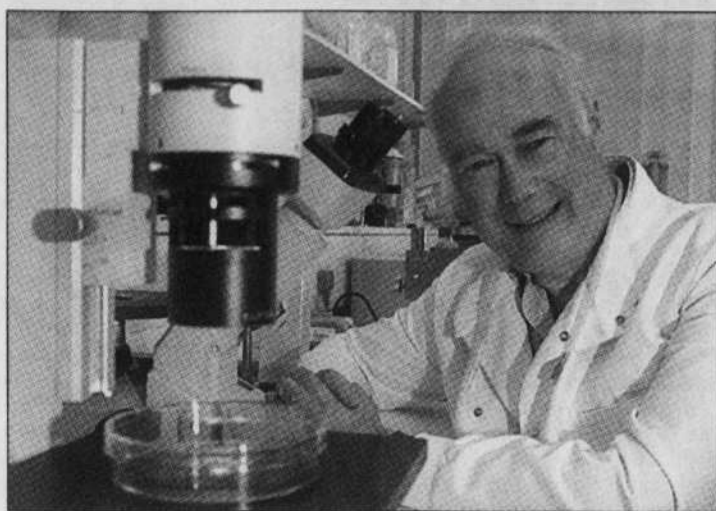
Les trois savants ont conduit leurs recherches séparément, même s'ils étaient en contact. Leurs découvertes «sont à présent appliquées quasiment dans tous les domaines de la biomédecine — de la recherche fondamentale au développement de nouvelles thérapies», a indiqué le comité.

Leurs travaux ont permis de mettre au point la technique du ciblage de gène, souvent appelée «knock-out» de gène, c'est-à-dire sa neutralisation, ce qui peut permettre de réparer génétiquement des cellules malades.

Pour le comité Nobel, les découvertes des trois lauréats «ont permis de mettre au point une technologie d'une immense importance» pour cibler les gènes de souris.

«Les bienfaits pour l'humanité vont continuer à augmenter dans les années à venir», a estimé le comité.

A ce jour, plus de 10 000 gènes



Le Britannique Martin Evans, 66 ans, professeur de génétique à l'Université de Cardiff, en Angleterre, est un des trois prix Nobel 2007 de médecine pour ses recherches sur les cellules embryonnaires de souris.

de souris, environ la moitié du génome des mammifères, ont été mis «K.O.».

Application pour l'homme

Le champ d'application de ces découvertes est multiple pour l'homme, notamment pour trouver des traitements de maladies dégénératives comme l'alzheimer, mais aussi le cancer, le diabète et les maladies cardio-vasculaires.

Capecchi, né en 1937 en Italie, a célébré samedi dernier son 70^e anniversaire. Smithies, 82 ans, est né en Grande-Bretagne. Tous deux ont immigré aux États-Unis, dont ils

sont devenus citoyens. Les deux lauréats ont eu l'idée de réparer des gènes en utilisant une méthode dite de «recombinaison homologique».

Cette méthode consiste en un échange d'information génétique (fragment d'ADN par exemple) qui permet, dans le cadre des expériences sur les souris, de modifier spécifiquement un ou des gènes.

Capecchi est professeur en génétique humaine et en biologie à l'Université de l'Utah à Salt Lake City. Smithies est professeur en pathologie et médecine de laboratoire à l'Université de Caroline du Nord, à Chapel Hill. Le Britannique Mar-

tin Evans, 66 ans, est professeur de génétique à l'Université de Cardiff. Il a été anobli et porte le titre de sir Martin.

Dans les années 1980, Evans a isolé des cellules souches embryonnaires de souris et a travaillé sur des cellules de souris cancéreuses.

Le chercheur britannique a appliqué le ciblage de gène sur des souris pour travailler sur des maladies humaines, comme la mucoviscidose ou encore l'hypertension et l'artériosclérose.

«Je suis absolument ravi. C'est l'apogée d'une carrière», a déclaré Evans qui continue à travailler dans le domaine des cellules souches.

Pour Mario Capecchi, leurs découvertes devraient permettre aux hommes «d'avoir de meilleurs médicaments et de mener à l'avenir des vies en meilleure santé».

Les trois chercheurs avaient déjà reçu ensemble en 2001 le prix américain Lasker, souvent considéré comme l'antichambre du Nobel.

Le prix Nobel de physique est décerné aujourd'hui et celui de chimie le sera demain. Suivront le Nobel de littérature jeudi, celui de la paix vendredi et, lundi prochain, celui de l'économie clôturera la saison des Nobel.

Les lauréats du Nobel de médecine recevront le 10 décembre des mains du roi de Suède une médaille en or, un diplôme, et se partageront un chèque de 10 millions de couronnes suédoises (1,5 million \$CAN).

Agence France-Presse

SANTÉ

Des mini-scanners pour dépister le risque cardio-vasculaire

MARILYNN MARCHIONE

Madison — Des scanners portables pas plus grands qu'un mouchoir de poche font leur apparition dans les cabinets des médecins américains, pour rechercher les signes précurseurs d'accidents cardio-vasculaires. Un progrès appréciable quand on sait qu'un tiers des personnes concernées meurent de leur premier infarctus.

Ces appareils légers et d'utilisation facile permettent de détecter l'obstruction éventuelle des artères du cou. Quand elles sont bouchées, les artères qui entourent le cœur le sont souvent aussi. Un bilan plus approfondi et la mise en place d'un traitement sont alors nécessaires.

Le cas de Lisa Rosenstock, une résidente de Madison, dans le Wisconsin, illustre l'intérêt de l'appareil: svelte et athlétique, cette femme présentait un taux de cholestérol et une tension artérielle normaux, mais ses antécédents cardio-vasculaires familiaux étaient troublants. Le scanner des artères de son cou a montré la présence d'un gros caillot sanguin dans l'artère principale qui relie le cœur à la tête.

«Nous avons grand besoin d'une méthode de dépistage non invasive et sans risque pour les gens qui, bien qu'indemnes de tout signe, n'en demeurent pas moins à risque de maladie cardio-vasculaire», a estimé son cardiologue, le Dr James Stein, de l'Université de Wisconsin-Madison.

Des objections

Pourtant ces appareils dernier cri sont loin de faire l'unanimité: beaucoup redoutent que les mini-machines ne soient mises entre les mains de généralistes insuffisamment formés pour interpréter correctement les résultats: ils pourraient prescrire des traitements inutiles, voire nocifs.

De leur côté, l'Association américaine du cœur et d'autres grandes organisations de cardiologie, tout

en défendant le dépistage des maladies cardio-vasculaires par des scanners conventionnels de grande taille, n'encouragent pas de dépistage à plus grande échelle avec les petits modèles, les bénéfices n'étant pas, à leurs yeux, démontrés.

Quant aux fabricants de scanners portables, ils visent aussi par de la publicité directe une clientèle privée de consommateurs plus riches et disposés à déboursier des centaines de dollars pour des scanners du corps entier ou des IRM. Certains laboratoires assurent également la promotion des appareils dans l'espoir de vendre leurs médicaments anticholestérol.

Des recommandations émanant de plusieurs associations sur l'utilisation de ces appareils devraient être publiées au printemps prochain, a précisé James Stein, qui dirige un groupe de rédacteurs.

Nombre de médecins, en revanche, espèrent davantage de bénéfices de cette technique qu'ils n'en redoutent de périls, mais le Dr Robert Bonow, chef du service de cardiologie de l'Université Northwestern, reste sceptique.

Supposons, dit-il, que le scanner soit exact à 90 %. Sachant que le pourcentage normal de maladie cardio-vasculaire est de 10 %, cela signifie, statistiquement, que sur 200 personnes, 20 souffriraient d'un problème cardiaque, et 180, non. Mais avec une marge d'erreur de 10 %, 18 personnes en parfaite santé seraient déclarées concernées, et 18 autres seraient déclarées à tort indemnes. Du fait des fausses alertes, «vous pourriez traiter deux fois plus de maladies que nécessaire», a-t-il estimé.

Un avis que ne partage pas Robert Rosner, technicien d'échographie, qui a découvert lui-même le rétrécissement d'une de ses artères et a suivi avec succès un traitement médicamenteux pendant deux ans. «Je suis la preuve vivante qu'on peut inverser le cours des choses!», lance-t-il.

Associated Press

L'enquête sur la mort de Diana reprend

HUGH SCHOFIELD

Paris — Le jury chargé de l'enquête anglaise sur la mort de la princesse Diana et son compagnon Dodi al-Fayed s'est plongé hier à Paris dans les derniers moments du couple en se rendant de l'hôtel Ritz au tunnel fatal du Pont de l'Alma, plus de dix ans après l'accident.

Le but de ce déplacement à Paris du jury est de permettre à ses membres, six femmes et cinq hommes, «de s'immerger dans les dif-

férents lieux sur l'itinéraire du dernier voyage de la princesse», a expliqué un porte-parole judiciaire britannique à la presse.

Le temps fort de cette visite de deux jours s'est déroulé quand le jury et le juge Scott Baker, qui préside l'enquête, se sont rendus, à pied, sous le tunnel du Pont de l'Alma, sous escorte de la police française.

L'enquête judiciaire sur la mort de Diana et de son compagnon, ouverte le 2 octobre à la Haute Cour de Londres, pourrait durer jusqu'à six

mois. Cette enquête est menée au nom d'une législation spécifique en vigueur en Angleterre en cas de mort violente ou inexplicable. Elle est systématiquement déclenchée lorsqu'un ressortissant britannique meurt à l'étranger.

Elle vise à établir l'identité des personnes décédées, et d'établir la date et le lieu de la mort. Ce n'est pas un procès et il n'y a ni accusé ni condamnation. Les jurés rendront toutefois un «verdict» sur les causes de la mort: accident, meurtre, ou

verdict «ouvert» faute de preuves suffisantes. Seul un petit groupe de journalistes a été autorisé à suivre les déplacements à Paris des jurés, qui ont pour consigne de ne pas s'exprimer et dont l'identité ne doit pas être révélée, selon la législation britannique.

Aucun représentant des fils de Diana, les princes William et Harry, ni Mohamed Al-Fayed, le père de Dodi, n'ont fait le déplacement.

Agence France-Presse

Raoul ÉTONGUÉ MAYER, Ph.D.
Yann ROCHE, Ph.D.
Dieudonné MOUAFO

DICTIONNAIRE DES TERMES GÉOGRAPHIQUES CONTEMPORAINS

Caractère bilingue pour ceux qui doivent lire les publications anglaises.

352 pages - 52 \$
ISBN 978-2-7601-6149-8

GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Par un collectif
Sous la direction de **Jean-Marie DEBUNNE**

COLLECTION CHANTIERS
Comment va ta vie ?
Comment va ton monde ?

Enseignement moral pour le 1^{er} cycle du secondaire

Manuels-Cahiers A et B
16,50 \$ chacun

Les éditions LA PENSÉE
514-848-9042

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Résultats des tirages du: 2007-10-06

649	05 15 30	06	13 22 35	18	
	35 41 48	compt. (C)	37 44 47	compt. (C)	
GAGNANTS	LOTS		GAGNANTS	LOTS	
6/6	0	4 391 292,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+C	2	156 831,80 \$	5/6+C	0	50 000,00 \$
5/6	100	2 591,10 \$	5/6	16	500,00 \$
4/6	6 213	79,00 \$	4/6	834	50,00 \$
3/6	116 981	10,00 \$	3/6	15 578	5,00 \$
2/6+C	90 231	5,00 \$	Ventes totales: 486 998,00 \$		
Ventes totales: 15 055 288 \$			Extra 1744860* 500 000 \$		
Prochain gros lot (approx.): 9 000 000 \$			*décomposable dans les deux sens		

Résultats des tirages du: 2007-10-05

7	7/7	1	5 000 000,00 \$
05 20 21	6/7+C	6	24 537,60 \$
23 32 40 42	6/7	73	2 016,80 \$
	5/7	4 647	107,70 \$
	4/7	100 881	10,00 \$
	3/7+C	93 567	10,00 \$
	3/7	845 508	Participation gratuite
Extra 7659932*	500 000 \$		
*décomposable dans les deux sens			
Prochain gros lot (approx.): 2 500 000 \$			
Ventes totales: 12 555 450 \$			

Triples Nouvelle loterie sur terminal à 1\$.
3 façons de gagner chaque jour!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Si ce n'est plus un jeu...

Pour la plupart des gens, les jeux de hasard sont une façon de se divertir. Mais si on n'arrive plus à se contrôler et qu'on a envie de continuer, même quand on a vidé ses poches, en pensant que ça va finir par payer...

IL YA DE L'AIDE QUI EXISTE.

MISE SUR TOI.

Jeu: Aide et référence 1 866 SOS-JEUX

FONDATION MISE SUR TOI
une initiative de Loto-Québec

misesurtoi.ca

ÉDITORIAL

La maison qui brûle

L'est du Congo, toujours sous influence rwandaise, est redevenu depuis l'été une poudrière où la violence a fait son nouveau lot de déplacés en chassant de leur foyer des centaines de milliers de personnes... Pendant qu'à Kinshasa, le gouvernement est moins un gouvernement qu'un ramassis de profiteurs et de seigneurs de guerre. La «paix» ne tient guère qu'à un fil au Congo, un peu plus d'un an après la tenue des premières élections multipartites en plus de 40 ans.

L'accord de paix conclu en 2002, au prix de grands efforts internationaux, devait mettre fin à une guerre régionale qui aura fait quatre millions de morts en six ans. Il devait en particulier mener, dans l'est du Congo, au retrait définitif de l'armée rwandaise de Paul Kagame et à la dissolution de la puissante organisation, le Ralliement congolais pour la démocratie (RCD), qu'il y soutenait au nom de la chasse aux rebelles hutus accusés d'avoir participé au génocide commis contre les Tutsis en 1994. Une nouvelle étape a été franchie en août 2006 avec l'aboutissement du laborieux processus électoral qui a porté Joseph Kabila à la présidence, sur promesse de pacifier enfin l'est du pays.

Janvier dernier, apparente percée diplomatique: Kigali prête main forte à Kinshasa pour convaincre un récalcitrant du RCD, le général Laurent Nkunda, Tutsi congolais et ancien officier de l'armée rwandaise, de mettre fin à son insurrection. Des milliers de ses combattants sont alors intégrés dans l'armée congolaise.

Le pacte n'a pas tenu très longtemps.

Conflits inextricables, changements d'allégeance, pillage des ressources naturelles, calvaire humain... L'histoire a horriblement tendance à se répéter au Congo. Loin de se rallier, Nkunda a plutôt utilisé les fonds versés par Kinshasa pour refaire ses forces et élargir son emprise sur la province du Nord-Kivu, où les opérations contre les rebelles hutus ont rapidement dégénéré en une campagne de terreur, de viols et de meurtres qui a fait à ce jour 200 000 déplacés. Les combats ont repris de plus belle, fin août, entre l'armée congolaise et celle du général dissident, avec l'évidente et déstabilisatrice implication du Rwanda.



Guy Taillefer

La nouvelle flambée de violence tombe mal, si cela est possible. C'est le début de la saison des pluies dans la région, une époque de l'année où les paysans devraient être en train de semer le maïs et le maïs. La reprise des combats fait capoter les efforts des organisations humanitaires, qui s'attendaient cette année à pouvoir lancer les premiers projets de reconstruction, après avoir dû s'investir exclusivement dans l'aide d'urgence.

La situation serait peut-être moins désespérante si la maison n'était aussi en feu à Kinshasa, à l'autre bout du pays. «Plusieurs États subsahariens sont fragiles et corrompus, mais la situation au Congo est particulièrement mauvaise», écrit Jason K. Stearns, de l'International Crisis Group (ICG), dans *La Paix au Congo: miracle ou mirage? L'impunité est devenue dans une certaine mesure le ciment du processus de paix.* Encore que l'Afrique subsaharienne n'a pas le monopole de ces dérives: plus près de nous, le Guatemala est une comparaison qui saute aux yeux.

L'armée congolaise est trop faible pour parvenir à s'imposer. En même temps, elle reste le principal abuseur des droits humains dans le pays. Le gouvernement n'est encore, en grande partie, qu'un ramassis de profiteurs et de seigneurs de guerre, de gens biens mais cooptés, tenant le pouvoir avec la bénédiction embarrassée de pays donateurs qui financent la moitié du budget de l'État, mais qui ferment les yeux sur la corruption et le climat d'impunité pour ne pas compromettre leurs intérêts financiers dans l'immense secteur minier congolais.

L'État n'offre pratiquement pas de services sociaux à la population. L'argent qui n'est pas détourné ne sert qu'à payer les salaires. Les ministres et les députés gagnent respectivement 4000 \$ et 1500 \$ par mois — c'est plusieurs fois ce que touchent les juges ou les médecins —, pendant que 80 % de la population est sans emploi. Le jeune Kabila, impopulaire dans la capitale et dans l'ouest du pays, donne des signes d'intolérance croissante à l'égard de l'opposition politique. Les élections de l'année dernière n'ont pas apporté de sang neuf, ou si peu, portant au pouvoir les belligérants dont on avait graissé la patte en 2002 pour les convaincre de rendre les armes et de participer à la «transition démocratique»...

Cocktail explosif? La véritable paix ne s'achète pas. Le désordre ne rend pas justice aux espoirs investis par la société civile et les millions de Congolais dans les élections de juillet 2006. Mobutu et ses 30 années de dictature — et puis, avant lui, l'apartheid de la colonisation — ont laissé des traces qui ne s'effacent pas facilement.

YVAN-M. ROY
Avocat, Québec

Le 30 mai 2007, le Bureau des audiences publiques sur l'environnement (BAPE) remettait son rapport sur le projet Rabaska d'un terminal méthanier à Lévis. Les conclusions sont regroupées en quatre thèmes: les questions énergétiques, les retombées économiques, la sécurité, l'insertion territoriale. Le présent commentaire porte sur ce dernier thème. Selon le BAPE «les installations portuaires et riveraines du projet constitueraient une altération de la qualité paysagère de la côte de Beaumont». Le BAPE a négligé de considérer les impacts sur le paysage traditionnel de Québec.

Le projet Rabaska

Dans le secteur est de Lévis, les promoteurs de Rabaska (Gaz Métro, Enbridge, Gaz de France) projettent de construire un quai, une usine de gazéification, deux réservoirs de stockage et une cheminée torçère de 60 m. Chaque réservoir de béton et d'acier aura une hauteur de 46 m et un diamètre de 90 m. Les installations seront localisées près de l'autoroute Jean-Lesage (au kilomètre 333). Le promoteur a indiqué que la base des réservoirs sera déposée à 15 mètres sous le niveau du sol.

La zone de perception visuelle potentielle que le promoteur a déclarée au BAPE couvre un territoire de 6 km autour des installations. Si le promoteur avait étendu la zone à 12 km, il aurait été obligé d'expliquer l'impact de ses installations sur le parc national (canadien) de Fort-Lévis et sur l'arrondissement historique de Québec (UNESCO). Québec possède une industrie touristique de classe internationale. L'industrie emploie des milliers de per-

sonnes. Les visiteurs laissent des centaines de millions dans l'économie locale.

Dans son rapport, le BAPE mentionne brièvement les objections de «certains participants» ayant soutenu que «l'aire de visibilité est plus étendue et [que] l'analyse aurait dû inclure Québec et d'autres municipalités de la rive sud et de l'île d'Orléans».

Le paysage de Québec

Depuis très longtemps, l'industrie touristique de Québec exploite le paysage à des fins économiques. Les éléments du décor sont nombreux: les Laurentides, l'île d'Orléans, le fleuve Saint-Laurent, Lévis, les Appalaches. Les principaux points d'observation publics et privés sont bien connus: la terrasse Dufferin, la terrasse Grey, la Promenade des Gouverneurs, la rue des Remparts, la Citadelle, et les hôtels Château Frontenac, Concorde, Delta et Hilton. La portée du paysage s'étend sur plus de 50 km. Aux premières objections dénonçant la portée trop limitée de l'étude d'insertion, les commissaires du BAPE auraient dû immédiatement questionner le promoteur et demander pourquoi il avait exclu Québec de la zone de perception visuelle. Le BAPE s'est contenté de considérer uniquement les impacts sur l'île d'Orléans, Beaumont et Lévis, tous situés dans le rayon restrictif qu'avait déterminé le promoteur.

Le Château Frontenac.

Parmi les grands hôtels de Québec qui exploitent le paysage, le Château Frontenac se mérite une attention spéciale. Le Larousse 2007 présente Québec avec une photo accompagnée de la mention suivante: «Le Château Frontenac dominant le Saint-Laurent.» Sur Internet, la chaîne qui exploite l'hôtel de

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

L'OUVERTURE SELON MARIO DUMONT...



LETTRES

Pauline-tout-le-monde

L'actualité de la semaine dernière m'a rappelé une image sympathique que j'ai eue un jour de Pauline Marois. Début mars 2000, j'étais avec mon compagnon à bord d'un vol Montréal-Paris de la compagnie Air Transat. Dans la foule entassée, chacun cherchant son siège pour sept heures de vol, nous aperçûmes Pauline Marois en compagnie de deux autres femmes, se frayant un chemin vers une rangée de cinq sièges au centre de l'appareil, coincées tout comme nous dans la classe touriste de cette compagnie d'aviation (appelée aussi ironiquement Air Sardines).

J'étais surpris (et agréablement, dois-je dire) de voir une importante personne que l'on imagine plutôt en classe affaires ou voyageant avec une compagnie plus luxueuse, se mêler ainsi au monde ordinaire. N'avait-elle pas la responsabilité de l'un des plus importants et difficile ministères (était-ce la Santé ou l'Éducation) du gouvernement Bouchard de l'époque? La reconnaissance, les gens lui disaient quelques mots, la saluaient. Elle répondait gentiment avec un sourire réservé. Tous avaient facilement compris qu'elle avait bien droit au respect de sa vie privée et on la laissait faire son voyage avec sa mère et sa sœur ou une amie. Elle dut, comme tout le monde, attendre et faire la file...

Je les revois le lendemain matin guettant patiemment, parmi la foule, les valises qui arrivaient lentement, à la pièce, sur le tourniquet étourdissant de la gare de Roissy. Je dis à mon compagnon: «Imagines-tu le ministre Untel [que je nommai] qui serait là, debout, après une courte nuit dans un confort moyen, à voir tourner les valises en attente des siennes, comme Monsieur et Madame Tout-le-monde?»

Ceci nous dérida un instant dans le gris hangar, impatients que nous étions de retrouver la Ville lumière.

Régine Laroché
Montréal, le 28 septembre 2007

Lettre ouverte aux chefs de partis du Québec

M. Charest, Mme Marois, M. Dumont,

Le climat a tellement changé depuis cinq ans que je peux réellement dire que mon enfance s'est déroulée dans un autre pays. Et je n'ai que 30 ans. Et ce pays est disparu à tout jamais. Le réchauffement de la planète, ce n'est pas dans 20 ans, c'est maintenant. Et le changement radical de façon de penser, de faire et de vivre qui est requis de tous les citoyens de la Terre doit se produire maintenant. Pour que les rêves et les espoirs de toute une génération ne soient pas trahis. Pour que nous puissions voir nos enfants grandir, et leur souhaiter un avenir. Ou du moins pour ne pas regretter amèrement l'avenir que nous leurs laisserons.

Certains diront que c'est la faute des Chinois ou des Américains, que les émissions de CO₂ du Canada ne représentent que 3 % du total mondial, celles du Québec encore moins. La tentation est forte de justifier notre immobilisme. Et tout se justifie. Mais nous savons tous que plus il y a de gens qui embrassent le changement, plus il sera tentant et facile pour les autres de nous suivre. Ou bien allons-nous tous attendre à la ligne d'arrivée que l'autre fasse le premier pas jusqu'à ce qu'il ne reste que des cendres?

L'inaction se justifie. Mais elle n'en est pas moins criminelle. Entre-temps, aux États-Unis, des États et même des villes ont commencé à changer en profondeur leur façon de faire. Les élus de Portland ou de Chicago auraient pu dire: «Oui, mais les émissions de ma ville ne comptent pas pour grand-chose...»

Oui, vous avez promis des politiques, fait passer quelques lois. Mais devant l'ampleur du danger, vos politiques restent strictement cosmétiques. Il y a 30 000 voitures de plus chaque année dans la région de Montréal. Les banlieues continuent de s'étendre. Business as usual. Avec un sou de taxes en plus sur les hy-

drocarbures. Vous trahissez votre peuple avec votre manque de courage. La place Ville-Marie brûle, et vous nous tendez un verre d'eau.

Jean-Christophe Leblond
Montréal, le 4 octobre 2007

Devront-ils se séparer?

Le torchon brûle au Parti libéral du Canada. Les militants et députés du Québec sont insatisfaits de la place que leur fait la direction du parti à Ottawa. (Cela ne nous rappelle-t-il pas quelque chose?) Les libéraux québécois ont bien raison et ils devraient prendre les grands moyens pour se faire respecter. Je me permets de leur suggérer une solution. Se séparer! Eh oui! L'île québécoise du PLC devrait proclamer son indépendance de la direction nationale du PLC. C'est la meilleure solution, vraiment. Et elle est facile en plus. Tout l'argumentaire de l'indépendance existe déjà! C'est comme un plat prêt-à-servir.

Cette solution est plutôt radicale, avouons-le. C'est pourquoi les dirigeants de l'île québécoise du PLC devront s'assurer qu'une majorité des membres l'approuve. Il leur faudra donc se résoudre à tenir un référendum sur la question, avec un camp du Oui et un camp du Non. Cela ne sera pas facile pour eux, nous le savons! Cela comporte aussi des risques, c'est bien connu: instabilité politique, déchirements au sein des familles et, surtout, fuite des capitaux, c'est-à-dire, dans le cas présent, des contributions à la caisse électorale...

Si on se fie aux commentaires de plusieurs analystes, le camp du Oui aurait de bonnes chances de l'emporter. Ce qui ne veut pas dire que le problème serait réglé pour autant. Car ne l'oublions pas, le camp du Non dispose d'une carte maîtresse, que le chef Stéphane Dion se fera un plaisir de mettre sur la table: la loi sur la clarté référendaire! Et c'est lui qui, rappelons-nous, une fois connu le résultat du vote, fixera le pourcentage requis pour l'emporter. Vive la démocratie!

Gilles Léveillé
Kingsbury, le 1^{er} octobre 2007

LIBRE OPINION

Rabaska attaque le cœur de Québec

prestige en fait une description élogieuse: «Perché sur le cap Diamant, le Château Frontenac est la référence première, la signature architecturale centenaire de la ville de Québec.» Et encore: «Le Château Frontenac n'est pas seulement un grand hôtel situé au cœur de Québec, il est le cœur de Québec.»

Le Château, qui longe la terrasse Dufferin, élève sa tour centrale à 142 m au-dessus du fleuve. Les meilleures chambres, situées aux quatre derniers étages, offrent une vue directe sur l'horizon de l'est. L'hôtel est d'un romantisme consommé. Le point fort est atteint en soirée tous les mois lorsque la lune se lève au dessus de Lévis. En 1911, un écrivain anglais a décrit le spectacle: «Ce que je vis de plus beau, ce fut la lune se lever derrière la pointe de Lévis. Cela commença à la hauteur des arbres et je crus tout d'abord qu'il s'agissait d'un feu de forêt. On ne voyait que du rouge-flamme qui s'étendait et s'étendait parmi les arbres. Soudain, cela se mua en une boule ronde d'un orange brillant et alors je découvris qu'il s'agissait de la lune bien avant que tout en haut elle ne tournât à l'argenté et qu'elle ne vienne tracer un chemin étincelant à travers le fleuve.» (R.E. Vernède).

En 1684, un compagnon de Frontenac écrivait: «La vue la plus belle et la plus étendue qui soit au monde.» (La Hontan). Les ruines du Château Saint-Louis où résidait Frontenac se trouvent sous la terrasse Dufferin.

Une attaque au cœur de Québec

Le projet Rabaska sera localisé 12 kilomètres à l'est de l'arrondissement historique de Québec. Entre le site et le cap Diamant se trouve le plateau de Lévis, dont l'élévation est de 120 m. La cheminée torçère atteindra 140 m. Ainsi, malgré le plateau de Lévis, les flammes de la cheminée de Rabaska vont tomber sous le regard des meilleures chambres des grands

hôtels de Québec, en particulier celles au sommet de la tour centrale du Château Frontenac.

La majorité des grands hôtels auront une vue sur les réservoirs. Le BAPE recommande le regroupement d'un parc industriel autour de l'usine. Aucun égard pour l'île d'Orléans proclamée comme le berceau de la Nouvelle-France. Rabaska s'ajoute à d'autres équipements lourds, au sud Ultramar (pétrole), à l'est Hydro-Québec (lignes 735 kv) et au nord Bunge (silos à grains), tous des éléments qui par leurs dimensions gigantesques ont dénaturé le paysage traditionnel de Québec. Sur la question d'insertion territoriale, les conclusions du BAPE sont faussées par des études qui ont ignoré la portée, la renommée et la valeur du paysage de Québec. Le projet Rabaska attaque directement le «cœur de Québec».

Les dommages seront réels et sérieux. Qui voudra payer une prime pour voir la lune se lever au dessus d'une longue cheminée jetant ses flammes au milieu d'éclairs stroboscopiques? Rabaska, vraisemblablement, diminuera le rendement de l'industrie touristique locale et en particulier celui du Château Frontenac, dont nous sommes maintenant tous propriétaires par la Caisse de dépôt. Les gouvernements supérieurs ont l'obligation de préserver le caractère fondamental de Québec.

Une décision finale est attendue bientôt. Le gouvernement du Québec et celui du Canada doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les entreprises et le travail des personnes qui assurent tant la prospérité de la Vieille Capitale que la projection de son image à travers le monde. Afin de ne pas dénaturer la région, les promoteurs de Rabaska devront investir pour enfoncer les réservoirs et relocaliser la cheminée vers le sud. À défaut, ils devront trouver un autre emplacement.

IDÉES

Il y a 40 ans, Ernesto Che Guevara trouvait la mort en Bolivie

Le Che est toujours bien vivant

PASCAL ALAIN

Historien

Il y a 40 ans aujourd'hui, le guérillero argentin Ernesto Che Guevara tombait sous les balles de l'armée bolivienne après avoir tenté de répandre la révolution socialiste dans l'ensemble de l'Amérique latine. Figure incontournable, pour ne pas dire mythique, de la révolution cubaine de 1959, Guevara est exécuté le 9 octobre 1967 à La Higuera, en Bolivie. Quarante décennies plus tard, le Che est toujours vivant. Le culte de personnalité du révolutionnaire est bien entretenu, à commencer par l'État cubain qui s'occupe de maintenir la flamme bien vivante.

Aujourd'hui encore, des millions de gens portent un chandail avec son visage ou possèdent un produit quelconque à son effigie. Certains ne savent pas qui il est. Certains l'idolâtrant. D'autres le considèrent comme un assassin, responsable de l'implantation d'un régime autoritaire à Cuba. D'autres encore se posent la question: ange ou démon?

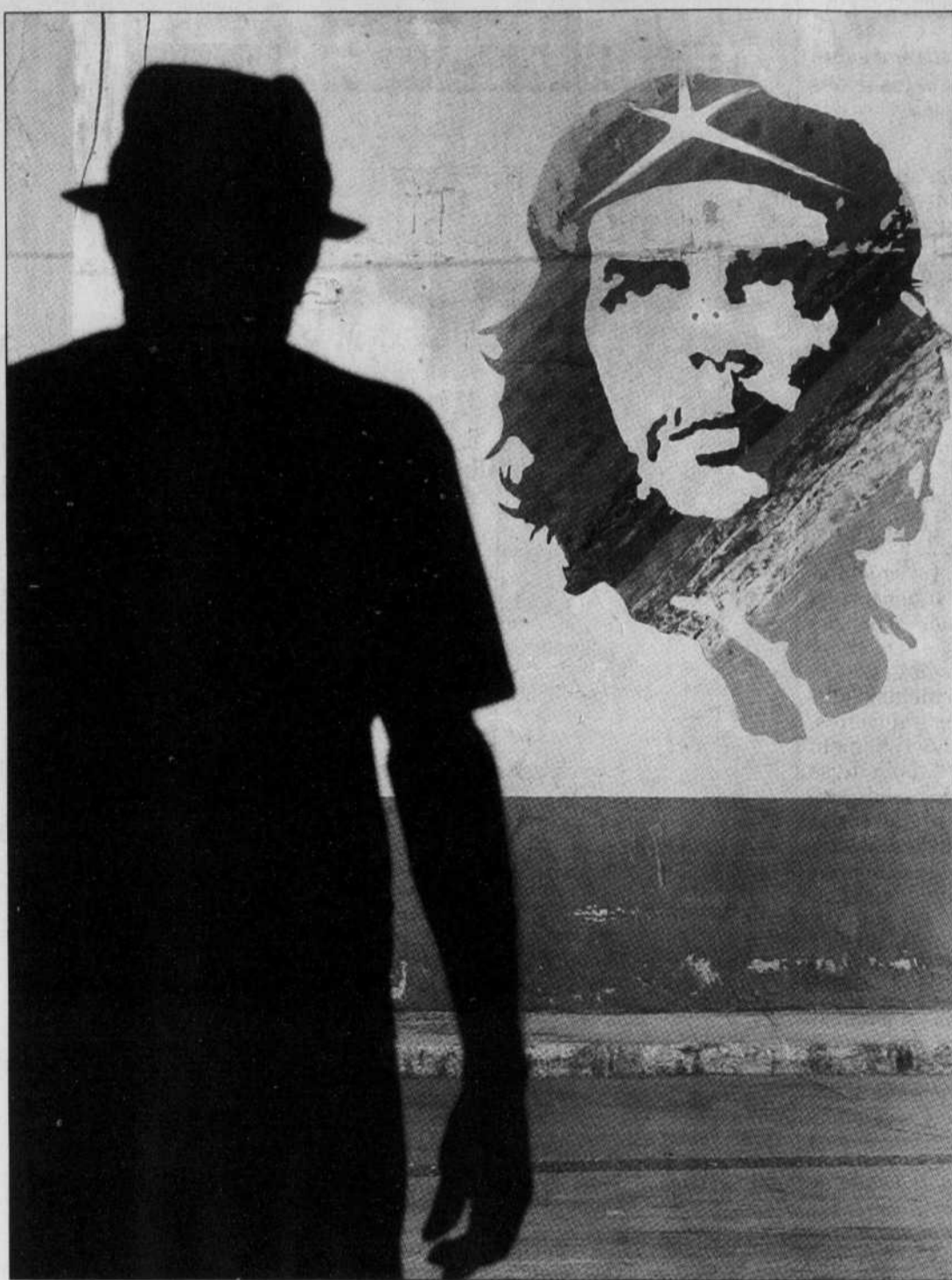
Quarante ans après sa mort, la question demeure toujours aussi épineuse, même si, à mon humble avis, Che Guevara n'était ni un ange ni un démon. Il était d'abord et avant tout un révolutionnaire avec tout ce que cela comporte comme obligations et comme contradictions. Poser la question aux Cubains en exil, aux militants anticommunistes ou encore aux réfugiés provenant de pays communistes, c'est risquer de se faire répondre que le Che a mené une vie de meurtrier, de tueur à gages et de terroriste. Poser la question à la plupart des marxistes, des anarchistes et des altermondialistes ainsi qu'au président du Venezuela, Hugo Chávez, c'est risquer d'entendre que Guevara demeure une source constante d'inspiration et que son héritage marquera notre monde pour les décennies à venir.

Un peu d'histoire

Ayant fait la connaissance de Fidel Castro au Mexique à l'été 1955, Guevara, sensible depuis quelques années déjà aux inégalités sociales qui sévissent en Amérique latine, plonge tête première dans la guérilla et la révolution cubaine au point d'en devenir l'un des chefs de file. Débarqués à Cuba en novembre 1956, les rebelles entreprennent une lutte non conventionnelle en choisissant la guérilla comme stratégie militaire devant les mener au renversement de la dictature de Batista et à la victoire de la révolution cubaine en janvier 1959. [...] La grande majorité des biographies de Che Guevara s'entendent pour dire qu'il se montre très sévère face aux actes d'indiscipline, de trahison, de vol et de crimes au sein même de la guérilla.

Le 17 février 1957, la guérilla cubaine découvre qu'elle est infiltrée par un agent à la solde du dictateur Fulgencio Batista. Elle découvre qu'un certain Eutimio Guerra avait donné la localisation du groupe, ce qui avait permis à l'armée régulière de bombarder leur position et de déstabiliser de façon significative les guérilleros. Castro donne aussitôt l'ordre de fusiller l'individu pour trahison. C'est le Che lui-même qui l'exécute en démontrant, dit-on, une froideur et une dureté face aux crimes de guerre, ce qui a grandement contribué à le rendre célèbre.

À l'inverse, le Che fait preuve d'une tolérance remarquable à plusieurs reprises en ce qui concerne les erreurs involontaires de ses propres troupes et face aux prisonniers ennemis. Les témoignages sont nombreux concernant ses interventions auprès de Castro pour faire éviter des exécutions. Quant aux soldats ennemis blessés, il les soigne lui-même, pour ensuite les relâcher, non sans avoir tenté de les convaincre d'abandonner l'armée de Batista au profit de la révolution cubaine, et ce, au risque de les voir transmettre de l'information privilégiée.



RODRIGO ARANGUA REUTERS

Che Guevara n'était ni un ange ni un démon. Il était d'abord et avant tout un révolutionnaire avec tout ce que cela comporte comme obligations et comme contradictions.

Le Che intransigent

Guevara se distingue également en intégrant dans ses troupes de nombreux paysans cubains et afro-cubains qui composent, à cette époque, la couche de population la plus marginalisée du pays. À l'inverse, on entend des témoignages qui font réfléchir. Luciano Medina, aujourd'hui âgé de 81 ans, a servi sous les ordres de Fidel Castro. Selon lui, Guevara traitait mal les gens. «Un jour que je lisais Sélection du Reader's Digest, *peinard dans mon hamac, le Che, furieux, m'arrache la revue des mains et s'écrie: "Pas de journaux impérialistes ici!"* Aussi, un matin vers 9h, nous débouchons au Rancho Claro, une petite exploitation de café appartenant à un certain Juan Perez. Aussitôt, le Che accuse le fermier d'être un mouchard à la solde de la dictature de Batista. En réalité, le seul tort de ce pauvre homme était de dire tout haut et fort qu'il n'adhérait pas à la révolution. Il sera exécuté par les armes une heure plus tard devant sa femme et ses trois enfants», a men-

tionné Medina à la revue *L'Express* tout récemment.

Nommé commandant par Castro en juillet 1957, Che Guevara est alors à la tête d'une section de 26 guérilleros. On dit de lui qu'il est un commandant exigeant. Exigeant vis-à-vis de ses hommes. Exigeant vis-à-vis de lui-même. Autant certains hommes de sa section demandent leur transfert pour une autre colonne, autant d'autres souhaitent rester auprès de lui. Guevara se fait tantôt dentiste, tantôt médecin — il a d'ailleurs étudié en médecine — et, lors des périodes d'accalmie, il assure des cours d'alphabétisation et de littérature politique.

¡Hasta la victoria siempre!

Fin décembre 1958, le régime de Batista ne tient qu'à un fil. Che Guevara mène ses troupes vers Santa Clara, alors que Fidel Castro se dirige vers la capitale La Havane. Bien que les troupes de Batista soit dix fois plus nombreuses que les guérilleros (3500 contre 350), l'ar-

mée du dictateur est en déroute et son pouvoir s'effondre tel un château de cartes. L'offensive concertée des troupes de Guevara et de Castro provoquent donc la chute du régime de Batista qui s'enfuit vers la République dominicaine. En ce début d'année 1959, la révolution cubaine est triomphante.

Quant au Che, il se voit offrir un poste prestigieux dans ce gouvernement révolutionnaire cubain. Castro le nomme responsable des jugements des partisans de Batista. Les sources varient d'un historien à l'autre, mais le Che aurait signé entre 156 et 550 ordres d'exécution, sans qu'il y ait de procès. Les accusés sont pour la plupart des officiels du régime de Batista. Ils sont tenus responsables d'une répression sanglante qui aurait fait au moins 20 000 victimes.

Un peu comme les bolcheviks sous Lénine, à l'époque de la révolution russe, Cuba nationalise intensivement divers secteurs d'activités et restreint les libertés individuelles afin de s'assurer que la révolution ne puisse être sabotée. La menace d'une invasion américaine plane toujours au-dessus de la tête de Cuba. Le nouveau régime devient plus autoritaire et s'approche de son grand frère l'URSS, ce qui amène les États-Unis à décréter un embargo économique contre Cuba en 1962, qui perdure encore jusqu'à ce jour.

Ernesto Guevara cumulera les fonctions de responsable de l'Institut national de la réforme agraire, de président de la Banque nationale de Cuba et de ministre de l'Industrie. Très tôt, le Che ne semble pas à son aise, plus attiré par la lutte armée et la libération de l'Amérique latine du joug impérialiste américain que par une carrière politique.

Mais Guevara s'avère un piètre politicien. Il se démarque davantage par ses discours enflammés sur la politique étrangère des États-Unis, discours prononcés aux quatre coins du globe, et par sa promotion de la révolution cubaine et de sa conception de l'homme nouveau, concept axé non seulement sur une révolution économique de l'État socialiste, mais sur une révolution personnelle et morale.

Au fil du temps, plus particulièrement lors du débarquement de la Baie des Cochons et de la crise des missiles de Cuba, le Che se désillusionne de la politique, alors qu'il se met à craindre autant l'impérialisme soviétique que l'impérialisme américain. En décembre 1964, la coupe déborde lorsque Guevara prononce un discours à New York comme chef de la délégation cubaine à l'ONU. À son retour à Cuba, le Che disparaît et commence sa nouvelle vie de clandestin.

Exporter la révolution

Guevara, tel Leon Trotsky à une autre époque qui ne jurait que par la révolution permanente, souhaite exporter la révolution cubaine au-delà de l'île. On le retrouve en pleine guérilla au Congo, à la tête de guérilleros qui ne sont pas prêts à se libérer. Après quelques mois d'errance, il entre clandestinement en Bolivie en novembre 1966, persuadé que les conditions d'exportation de la révolution cubaine sont au point.

Cependant, Guevara doit faire la révolution avec des troupes mal entraînées, mal équipées et peu motivées. Isolé par l'armée bolivienne et abandonné par le parti communiste bolivien, Guevara, après 11 mois d'activités en Bolivie, est pris d'embuscade en embuscade. Guevara est fait prisonnier le 8 octobre 1967 à La Higuera et sera exécuté, à l'âge de 39 ans, par un soldat de l'armée bolivienne, le lendemain. Son corps sera rapatrié à Cuba 30 ans plus tard, en 1997, alors que Castro, aujourd'hui âgé de 81 ans, lui rend un hommage national.

L'auteur Christopher Hitchens, un inconditionnel de la révolution cubaine dans les années 1960, résume la vie de Che Guevara en ces mots: «Le statut d'icône historique du Che a été assuré parce qu'il a échoué. Son histoire est une histoire de défaite et d'isolement, et c'est pourquoi il est si séduisant. Aurait-il vécu, et le mythe du Che serait mort depuis longtemps.» Une chose est sûre: Ernesto Guevara inspire et soulève encore des passions en un siècle où les personnages dévoués se font plutôt rares.

Sixième anniversaire de la guerre contre l'Afghanistan

La militarisation tranquille

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Professeur de science politique à l'UQAM et auteur d'un essai à paraître sur la guerre en Afghanistan et en Irak, L'Éthique du vampire (éditions Lux)

Le 7 octobre 2001 débutait la guerre contre l'Afghanistan, cible désignée par la Maison-Blanche en guise de riposte militaire à l'attaque aérienne du 11-Septembre. Le gouvernement du Canada a tout de suite emboîté le pas, ordonnant le déploiement de navires de guerre et d'environ 2000 marins en appui à l'invasion, suivis bientôt par 800 fantassins dans le sud de l'Afghanistan.

En l'espace de quelques semaines, on comptait plus de victimes civiles en Afghanistan qu'en cette journée du 11-Septembre, sans oublier les milliers de prisonniers talibans ou présumés tels exécutés sommairement ou morts d'asphyxie dans des conteneurs, et les centaines de milliers de personnes fuyant leur domicile par peur des bombardements et des combats. Cette guerre n'a pas enrayé le terrorisme et l'activisme militaire islamique, elle leur a insufflé, au contraire, un nouveau dynamisme. L'invasion a de plus permis aux chefs de guerre de l'Alliance du Nord de reprendre le pouvoir. Les militaires occidentaux protègent ces despotes qui sont tous ou presque des criminels de guerre et des misogynes notoires, porteurs d'une conception orthodoxe et autoritaire de l'islam et dénoncés en conséquence par des féministes afghanes.

Militarisation du Canada

Au Canada, la guerre a justifié une militarisation tranquille. Des milliards de dollars puisés des fonds publics ont été investis dans l'armement. On nous répète depuis les années 1980 que notre société n'a plus les moyens d'entretenir le *welfare state* et qu'il faut s'abriter dans les dépenses publiques, mais le *warfare state* se porte très bien, merci. Les politiciens ont annoncé l'achat d'avions et d'hélicoptères de guerre, de véhicules blindés et de chars d'assaut. C'est près de 30 milliards de dollars consentis par le gouvernement en assistance sociale aux compagnies privées d'armement. Le chef d'état-major Rick Hillier, enthousiaste, déclarait devant le Forum national des gestionnaires que «nous nous rééquiperons comme nous ne l'avons probablement jamais fait en 30 ou 35 ans».

La présence militaire se fait de plus en plus visible dans la société. Les militaires en tenue de combat parquent dans les rues de Québec, assis-

tent à un match des Alouettes et assurent une présence au Grand Prix Champ Car, au Marathon international de Montréal et même à la Fête des neiges. L'armée a aussi installé, dans le parc La Fontaine de Montréal, des Jeeps et des chars d'assaut que les enfants pouvaient escalader joyeusement, pendant que des militaires encourageaient les passants à s'enrôler. Le chef d'état-major s'enthousiasme une fois de plus en expliquant que la coupe Grey a été transportée dans un hélicoptère de l'armée et il admet avec candeur profiter de «chaque occasion pour mettre les Forces canadiennes en évidence».

Bien des civils participent à la militarisation tranquille de la société. Dans les universités où je circule, de plus en plus de militaires en uniforme sont invités à prendre la parole lors de conférences du midi ou de grands colloques à vocation scientifique. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) dépêche quant à elle ses porte-parole pour mousser la guerre en Afghanistan sur diverses tribunes, au point où on ne sait plus très bien si c'est la guerre qui est «humanitaire» ou l'humanitaire qui est guerrier.

La militarisation est à l'œuvre aussi dans les médias, saturés de reportages complaisants sur «nos» soldats. On y a droit à ces «portraits» de soldats, ou du chef d'état-major lui-même, qui toujours aiment rire, s'adonnent aux sports de plein air, adorent leurs enfants et considèrent que de participer à la guerre en Afghanistan, «c'est palpitant». De tels portraits n'ont d'autre signification politique que d'encourager la bienveillance envers une armée en apparence sympathique. Cette complaisance des médias n'est pas surprenante.

Le premier ministre Stephen Harper a lui-même déclaré que les journalistes ne devaient pas hésiter à exprimer leur appui à la guerre. Les comités éditoriaux des journaux privés semblent pour leur part composés uniquement de partisans de la guerre. Je n'ai trouvé jusqu'à présent dans les grands quotidiens du Québec qu'un seul éditorial, signé par Jean-Robert Sansfaçon dans *Le Devoir*, proposant clairement un retrait des troupes canadiennes des zones de combat. Tous les autres éditoriaux sur le sujet justifient la guerre (ou critiquent le mouvement contre la guerre).

Militarisation schizophrène

Cette militarisation est paradoxale. On admet parfois que «nos» militaires souriants et sportifs pratiquent la guerre, soit pour venger

25 victimes canadiennes des attaques du 11 septembre 2001, pour écraser al-Qaïda ou les talibans, ou encore pour sauver les femmes et protéger la démocratie. Le plus souvent, on prétend toutefois que la guerre, c'est la paix.

«Nos» soldats sont là pour reconstruire des écoles, paver des routes, planter des arbres, installer des guichets bancaires automatiques, éventuellement acheter la récolte de pavot à des fins thérapeutiques, respecter l'esprit de l'Évangile (comme l'affirmait dernièrement un curé), faire plaisir à nos alliés et préserver l'image «responsable» du Canada, toujours au nom de la paix. Les militaristes sont à ce point schizophrènes que le ministre fédéral Michael Fortier a pu lancer, candidement, que «ce n'est pas une guerre» qui a lieu en Afghanistan.

Qui sont les talibans, six ans plus tard?

Et pourtant... Plusieurs organismes de défense des droits de la personne, des groupes de recherche indépendants (Senlis Council, Center for Strategic and International Studies) et des rapports internes du gouvernement canadien lui-même arrivent tous à la même conclusion: la guerre prend d'année en année de plus en plus d'ampleur en Afghanistan.

Les études indiquent aussi que la résistance n'est pas que l'affaire des talibans, soit ce mouvement religieux orthodoxe expulsé du pouvoir en 2001. La résistance est maintenant composée d'un ensemble de groupes qui luttent pour diverses raisons: se venger contre des exactions de l'armée ou de la police afghane, riposter aux bombardements meurtriers des troupes occidentales, préserver l'autonomie d'un village, contrôler le marché de l'opium.

Très nombreux sont ceux, enfin, qui s'enrôlent pour la solde, car ils ne trouvent plus de travail. Les soldats canadiens assassinent donc le plus souvent des Afghans poussés vers la guerre par la misère économique. Ce n'est alors pas une guerre, mais plusieurs guerres qui déchirent présentement l'Afghanistan et débordent au Pakistan: une guerre religieuse, un conflit économique, de multiples vendettas pour l'honneur, un soulèvement contre un régime autoritaire et brutal et une lutte anti-impérialiste contre des forces étrangères. À ce titre, la présence des militaires canadiens ne participe pas de la solution mais du problème. Elle encourage la militarisation de la société afghane, envenime la guerre civile et justifie un mouvement de résistance contre l'envahisseur étranger.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandree Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Franceur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Boivin, Vincent Cauchy (commissaires internet), Laurence Clavel (pupitre), Philippe Papineau (pupitre), Louise-Maude Rioux Soucy (Santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Gagneur (caricaturiste), Diane Précorat (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correcteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Isabelle Paré (culture); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Bény (pupitre), Eric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international et page Adirondack), Kathleen Lévesque; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Emilie Parent Bouchard, Étienne Flanagan-Emond (commissaires à la rédaction); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Olivier Spéclé (Québec), Monique Bherer (Ottawa); LA PUBLICITÉ Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Dave Cameron (directeur adjoint), Julie Chrétien, Marlène Côté, Christiane Legault, Geneviève Fierst, Chantal Rainville, Martine Riopelle, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat, Mélanie Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis, Olivier Zaida; INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroleanne Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Rachelle Leclerc, Jean-Robert Divers (responsable promotion); L'ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), la clientèle, Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

CIBLE

SUITE DE LA PAGE 1

soulignent les documents préparés par le Centre intégré d'évaluation des menaces (CIEM), une composante du SCRS.

Les messages incendiaires de *Sawt al-jihad* avaient fait l'objet de comptes rendus dans la presse anglophone en février dernier, mais le SCRS n'y avait pas réagi. La «Voix du djihad» est contrôlée par une cellule saoudienne d'al-Qaïda qui a revendiqué en 2006 un attentat suicide raté contre le plus important complexe pétrolier au monde, exploité par Aramco à Abqaiq.

Oussama ben Laden, le chef d'al-Qaïda, a ordonné dès 2004 des attaques contre les installations pétrolières au Moyen-Orient. La stratégie vise à la fois à mettre fin au pillage de l'or noir par les régimes apostats et à perturber l'économie américaine. L'ajout récent du Canada, du Mexique et du Venezuela à la liste des cibles potentielles découle d'un constat fait par la nébuleuse terroriste: à long terme, les États-Unis pourraient réduire leur dépendance au pétrole du Moyen-Orient ou même s'en passer complètement grâce à l'apport de leurs voisins immédiats.

Le Canada est déjà le principal fournisseur de pétrole brut et de produits pétroliers des États-Unis. Il compte pour 17 % des importations de l'Onclé Sam à ce chapitre, suivi du Mexique (12 %) et du Venezuela (10 %). «[...] comme al-Qaïda désire s'en prendre aux sources de pétrole et que le Canada est le plus important fournisseur de ressources énergétiques des États-Unis, l'industrie pétrolière nationale du Canada continue de représenter pour lui une cible stratégique, qui cadre avec ses objectifs», en conclut le CIEM.

Le Canada compte 19 raffineries en exploitation, principalement à Sarnia (quatre installations), Edmonton (trois) et Montréal (trois). A elles seules, ces trois villes effectuent les deux tiers de toutes les activités de raffinage au pays. Le réseau de gazoducs et oléoducs s'étend sur 45 000 km d'est en ouest, avec un crochet par la région des Grands Lacs, Chicago, et l'Ouest américain. En 2006, ce réseau a transporté du gaz et du pétrole d'une valeur brute de 110 milliards de dollars.

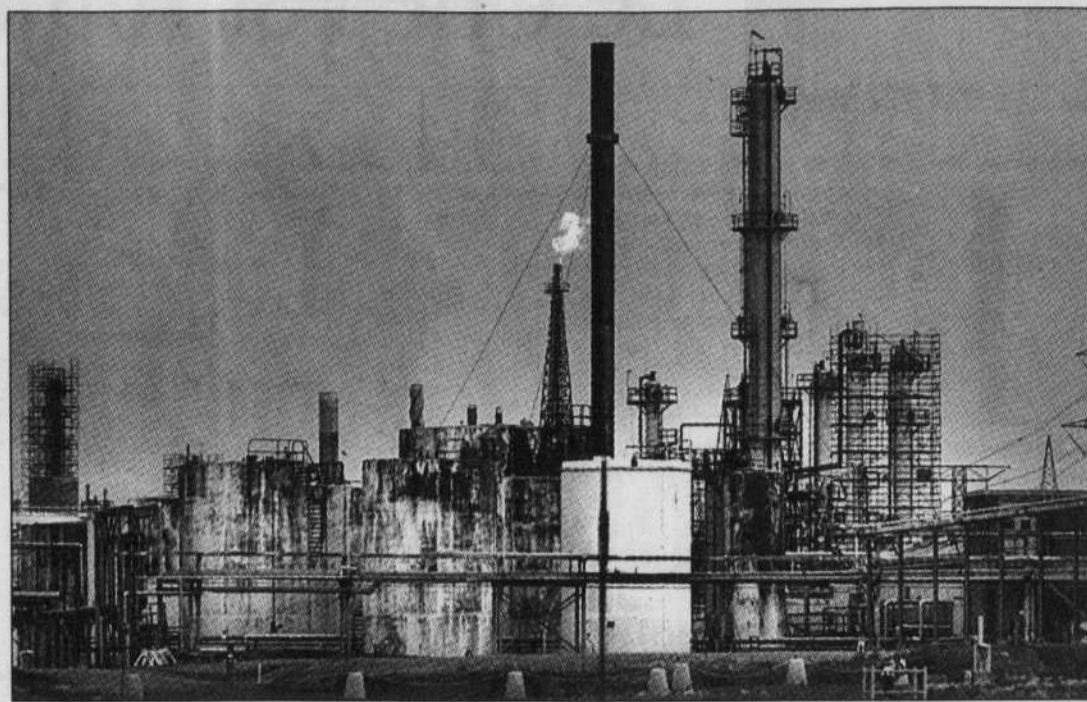
Selon al-Qaïda, les pipelines constituent «les arènes de la guerre d'usure à long terme contre le pétrole». «Toute infrastructure pétrolière utilisée pour la fabrication et le transport qui appartient à l'État ou à des non-musulmans est une cible permise», fait observer le CIEM. A ce jour, des attentats à petite échelle ont été perpétrés contre l'infrastructure pétrolière du Canada, notamment des gestes de sabotage et de vandalisme, mais aucun de ces incidents n'est lié au terrorisme international.

Menaces sur le réseau électrique

Outre l'industrie pétrolière, le CIEM semble fort préoccupé par la «cybermenace» pesant sur le réseau électrique nord-américain. De tous les documents obtenus par *Le Devoir*, ceux portant sur la sécurité du réseau électrique sont les plus lourdement caviardés. L'organisme rappelle la catastrophique crise du verglas de janvier 1998, qui avait frappé l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick. «Montréal a été particulièrement touché et seule sa capacité d'alimenter partiellement en électricité ses systèmes névralgiques (comme son réseau de distribution d'eau) a permis aux Montréalais de demeurer dans la ville», explique le CIEM. Un bris de système en Ohio, en 2003, avait aussi entraîné une panne généralisée d'électricité touchant 50 millions de personnes dans le nord-est des États-Unis et en Ontario.

Les deux pages suivantes du document sur les menaces au réseau électrique sont entièrement censurées, à l'exception d'un paragraphe laissant entendre qu'al-Qaïda est prêt à mener des «cyberattaques» contre l'Occident. «[...] des articles de presse portent à croire que des groupes terroristes comme al-Qaïda et le Hezbollah sont très avancés sur le plan de la technologie», constate le CIEM.

Le CIEM entretient enfin certaines inquiétudes quant à la sécurité du secteur maritime. La surface côtière du Canada s'étend sur plus d'un quart de million de kilomètres, la plus grande au monde. Le pays compte 300 ports, et ses eaux sont traversées tous les jours par quelque 1700 navires. «Pour les terroristes, les navires [CENSURE] sont des cibles at-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une raffinerie de l'est de Montréal. Le Canada compte 19 raffineries en exploitation, principalement à Sarnia (quatre installations), Edmonton (trois) et Montréal (trois). A elles seules, ces trois villes effectuent les deux tiers de toutes les activités de raffinage au pays.

trayantes: ils sont très visibles et symboliques, ont une grande importance économique et [CENSURE] donnent la possibilité de faire un grand nombre de victimes», souligne le CIEM. «Étant donné le rôle essentiel qu'ils jouent dans le commerce international, les ports pourraient [sic] devenir la cible de terroristes», ajoute l'organisme, tout en précisant que les attaques terroristes en mer et dans les ports sont plutôt rares. Al-Qaïda juge en outre que les attentats contre les ports causeraient des dommages environnementaux «totalement désavantageux».

Doté d'un budget quinquennal de 30 millions, le

CIEM a été mis sur pied en 2004, avec le mandat de «produire des évaluations exhaustives des menaces» et de les diffuser «à point nommé» auprès des membres de la communauté du renseignement et des agences chargées de l'application de la loi. Cette branche du SCRS est née d'un constat: de nombreux ministères et organismes produisent leurs propres évaluations des risques d'attentats au Canada, mais leur capacité d'analyser et de partager l'information a cruellement fait défaut par le passé.

Le Devoir

Denis Coderre est arrivé à Kandahar

DENE MOORE

Kandahar — Le député libéral Denis Coderre est arrivé hier à Kandahar, en Afghanistan, pour s'enquérir de ce que les troupes canadiennes sur place ont à dire au sujet du rôle du Canada dans ce pays.

Mais le porte-parole libéral en matière de défense a dit que quoi qu'il entende dans les jours à venir, cela ne changera pas la position de son parti, qui appelle à la fin de la mission de combat du Canada à l'échéance de son mandat actuel, en février 2009.

S'adressant à des journalistes après son arrivée à l'aéroport militaire de Kandahar, il a dit croire qu'une rotation des effectifs s'impose. Selon lui, la mission de combat devrait se transformer en mission de sécurité.

Les libéraux se sont engagés à voter contre le projet du gouvernement conservateur de prolonger la mission de combat.

D'après M. Coderre, les autres membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devraient assumer le rôle que le Canada joue présentement sur la ligne de front. «Ce n'est pas une mission canadienne. C'est une mission internationale», a-t-il dit après avoir fait un salut au Tim Hortons de la base militaire, hier.

La veille, le ministre canadien des Affaires étrangères, Maxime Bernier, avait effectué la même tournée que M. Coderre, sous les regards des médias.

Le thème de la guerre en Afghanistan devrait dominer les travaux au Parlement cet automne, et avec la perspective d'élections fédérales possibles, tous les partis accélèrent leurs efforts pour promouvoir leur position auprès de la population.

M. Coderre, qui faisait partie du gouvernement qui a déployé les troupes canadiennes en Afghanistan en 2002, estime que le Canada a fait sa part en ce qui a trait à la guerre afghane.

L'OTAN dispose d'environ 37 000 militaires en Afghanistan, mais seuls le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont pris part aux combats dans les régions violentes du sud du pays, où l'activité des talibans est à son maximum.

Le Canada compte 2300 soldats à Kandahar dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Un diplomate et 71 militaires canadiens sont morts en Afghanistan depuis le début de cette mission, et M. Coderre affirme que l'opinion publique s'oppose à ce qu'elle soit prolongée.

Dimanche, M. Coderre était à Kaboul, la capitale afghane, où il a notamment rencontré des représentants de la Banque mondiale et d'un organisme indépendant qui s'occupe de développement et d'éducation.

M. Coderre doit passer deux autres jours à la base de l'OTAN dans le cadre de cette visite officielle, mais il n'ira pas visiter les soldats déployés à l'extérieur de la base, pour des raisons de sécurité.

Presse canadienne

Rectificatif

Une erreur de taille s'est glissée dans un des articles de notre cahier spécial consacré aux États généraux du théâtre québécois, dans l'entrevue que nous accordait le président du CQT, Martin Faucher en page G 3. C'est Natalie McNeil qui depuis un an travaille, à titre de chargée de projet, à préparer l'événement. Nous nous excusons de notre erreur grossière.

SUITE DE LA PAGE 1

drapeau québécois et commémoreront ensemble le 3 juillet à travers toute la France. Les régions du Poitou-Charentes, de Rhône-Alpes, de la Bretagne, de l'Île-de-France et de la Franche-Comté sont parmi les plus actives. De nombreuses villes rebaptiseront une rue ou une place au nom du Québec, le temps des célébrations. A Paris, la délégation générale du Québec a proposé de renommer ainsi une station de métro.

Au nombre des nombreuses manifestations de part et d'autre de l'Atlantique, on compte un rassemblement de représentants autochtones à Saint-Malo et la participation de 300 choristes français à un grand spectacle de chant choral à Québec. La ville de La Rochelle remettra aussi à la gouverneure

QUÉBEC

générale du Grand Livre de Champlain, une réplique géante de ses carnets de voyages, pour qu'il soit exposé à la Citadelle. Trois rendez-vous économiques sont prévus. En mai, le salon Futurallia rassemblera un millier de PME. Un Forum des pôles de compétitivité se tiendra à Québec et la France sera l'invitée d'honneur d'Expo-Québec.

Tout n'est pas encore bouclé. Ainsi, hier, on n'avait pas encore trouvé le demi-million de dollars nécessaire à la venue du *Belem*, un trois-mâts qui est le dernier grand bâtiment de la marine à voile française à naviguer. L'exposition du nouveau musée du Quai Branly (dit des Arts premiers) sur le «dialogue des cultures» ne sera pas prête avant 2009, mais on en présentera tout de même un avant-goût cet été au Musée de la Civilisation de Québec. «Il y a plus de projets en France qu'on le

prévoyait», dit le délégué général du Québec à Paris, Wilfrid-Guy Licari.

Sur un autre sujet, Jean-Pierre Raffarin prétend s'être réjoui de la récente visite au Québec de son ancien adversaire politique, Ségolène Royal. «Quand une autorité française se rend au Québec, je suis toujours heureux», dit l'ancien président de la région que dirige aujourd'hui l'ex-candidate socialiste. «Sur ce sujet, je fais tout pour qu'il n'y ait pas de polémique.» Raffarin admet par ailleurs qu'il y a encore des efforts à faire pour convaincre le nouveau gouvernement de l'importance des relations avec le Québec. «J'y travaille, j'y milite», dit-il. Au sujet de la prochaine visite à Québec du premier ministre François Fillon, il ajoute que «l'amitié franco-québécoise vaut bien une visite tous les deux ans».

Correspondant du Devoir à Paris

MULCAIR

SUITE DE LA PAGE 1

Deux heures plus tôt, devant 70 étudiants réunis dans l'agora du cégep Ahuntsic, au nord de Montréal, Thomas Mulcair suscitait la même curiosité. Les questions allaient dans tous les sens. Particulièrement à l'aise devant un public, le député répondait aux interrogations avec la franchise qui le caractérise. «J'ai hâte de voir si on est capable de continuer sur notre lancée et ainsi offrir une alternative fédéraliste aux électeurs», a-t-il répondu à un étudiant qui lui demandait son opinion sur le paysage politique au Québec. «Je pense qu'on peut renverser la tendance et gagner des comtés, même dans les régions du Québec.»

Naiif? «Déterminé», rétorque-t-il en entrevue. C'est que Thomas Mulcair n'est pas uniquement armé d'un optimisme débordant. Il a un plan. Et une volonté de conquérant. Il estime que la carte politique du Québec n'a jamais été aussi fluide, ce qui avantage l'émergence d'un parti comme le NPD. «Plus Stephen Harper met en relief ses positions de droite, plus les gens cherchent un contre-poids. Les gens n'aiment pas Stéphane Dion, alors le NPD peut devenir l'alternative fédéraliste au Québec», dit-il en soulignant le fait que dans bien des coins de la province, les libéraux fédéraux ne représentent plus une force.

Une tournée du Québec

Thomas Mulcair a déjà entrepris la première étape de son plan: faire connaître les idées du NPD. Que ce soit devant les étudiants du cégep Ahuntsic ou d'autres groupes, le député multiplie les conférences et les rencontres. Le chef, Jack Layton, sera aussi plus présent dans la province cet automne. Une tournée du Québec est prévue pour le milieu du mois de novembre et le leader du NPD ira partout en compagnie de son nouveau député. «La tournée est sur la planche à dessin, mais je peux vous dire que les journées vont être longues et chargées», dit-il.

Le député, qui vient tout juste d'obtenir le poste de chef adjoint et de critique en matière de finances, entend également adapter les positions du NPD aux sensibilités québécoises. Par exemple, le matériel (dépliants, pancartes, etc.) utilisé par le parti au Québec ne sera plus confectionné à Ottawa et ensuite traduit en français. Tout sera fait dans la province. «Quand le NPD parlait de la création d'un système de garderie ou d'une assurance médicaments, il ne précisait pas que le Québec a déjà ces systèmes en place. Il faut s'adapter à son public», dit Thomas Mulcair.

Les positions du parti sur les grands enjeux seront aussi plus collées aux revendications des Qué-

bécois. «C'est mon rôle d'amener la sensibilité québécoise au NPD et Jack Layton veut que le Québec soit mieux compris au sein du parti», poursuit-il. Le député veut notamment s'attaquer à ce qu'il décrit comme «le mythe du NPD centralisateur». «Mon objectif est de briser les perceptions et celle-là date d'une certaine époque», dit-il.

Thomas Mulcair donne l'exemple de l'encadrement du pouvoir fédéral de dépenser, un enjeu où le NPD, qui affectionne les grands programmes sociaux pancanadiens, devrait normalement être frileux. Or la position du NPD surprend. «On est très clair, on dit que le fédéral devrait rester dans ses champs de compétence. Ce n'est pas pour rien que j'ai été nommé porte-parole en matière de finances; on me demande de défendre la position du Québec dans ce dossier. Je suis en faveur d'encadrer le pouvoir fédéral de dépenser et Jack [Layton] est d'accord avec moi.»

Par contre, le NPD n'a pas l'intention de laisser tranquilles les provinces qui sont tentées, comme le Québec, de toucher au système de santé universel et gratuit. Pourtant, la santé est un domaine de compétence provinciale. «On va se battre bec et ongles contre la privatisation du système de santé, n'en déplaise à Claude Castonguay et à Jean Charest. Depuis le début, on accepte que le fédéral joue un rôle en matière de santé pour obtenir des résultats. On va se battre parce que les citoyens de tout le pays doivent pouvoir se faire soigner gratuitement, n'importe où», affirme Thomas Mulcair.

Ravir six à 12 circonscriptions

Au-delà des positions du parti, Thomas Mulcair a un plan de travail très précis. L'ancien ministre de l'Environnement du Québec veut d'abord mettre sur pied une machine politique, lui qui avoue avoir eu besoin de bénévoles de l'Ontario, de Laval et des environs de Montréal pour l'emporter dans Outremont. «Ces gens-là ne seront pas avec moi lors d'une élection générale», dit-il.

Former les militants et organiser efficacement les circonscriptions est une priorité. Le 29 septembre dernier, près de 150 bénévoles du NPD de partout au Québec se sont d'ailleurs réunis au Centre Saint-Pierre, à Montréal, pour partager «les recettes secrètes de la victoire dans Outremont», lance-t-il. «On est en train de développer des stratégies fort intéressantes qui ont été payantes dans Outremont.»

Pour ne pas éparpiller ses forces, le NPD entend cibler son action lors du prochain scrutin. «On va mettre la priorité sur 10 à 15 comtés et je pense qu'on peut en gagner entre six et 12. C'est mon objectif réaliste», dit-il en citant un récent sondage CROP-La Presse qui accordait 17 % des intentions de vote au

NPD dans la province, en hausse de 10 % sur les dernières élections générales. «À partir de 20 %, tu as des courses à quatre. Mathématiquement, tu portes des comtés quand tu arrives dans la fourchette des 20 à 25 %.»

La plupart des circonscriptions visées sont dans la région de Montréal, où le vote de gauche est plus fertile. Tout autour d'Outremont, les endroits où le NPD a obtenu 10 % des voix, notamment Westmount-Ville-Marie, Laurier-Sainte-Marie, Jeanne-Le Ber, Papi-neau et Rosemont-La-Petite-Patrie, sont dans la mire de Thomas Mulcair. «Quand tu as 10 % des voix, tu as une base pour construire. Tu peux te trouver une cinquantaine de bénévoles pour faire ton pointage et faire sortir le vote», dit-il.

Le recrutement des candidats sera aussi une priorité. «Je veux de bons candidats, des gens bien en vue dans leur milieu qui peuvent montrer que le NPD est une alternative crédible. Je veux une demi-douzaine de gros candidats. C'est certain que la date des élections va faire une différence; si c'est dans deux semaines, ça va être plus difficile. Mais je travaille activement là-dessus et je peux vous dire que j'ai la tâche plus facile depuis ma victoire. Avant, il fallait vraiment avoir beaucoup d'espoir pour se présenter pour le NPD!», lance Thomas Mulcair en riant.

Une virginité politique

Malgré son passé de bouillant député imprévisible, son passage à la tête du ministère de l'Environnement du Québec lui a refait une virginité politique qui a suscité l'envie de plusieurs partis fédéraux. Le Parti conservateur avait de bonnes chances de le recruter, avoue-t-il, jusqu'à ce qu'un organisateur haut placé du PC le ramène sur terre à propos des positions du parti en environnement. «J'ai été approché par des conservateurs de la région de Québec qui m'ont dit que l'environnement était leur point faible, mais que je pourrais les aider. Mais un organisateur m'a appelé lorsqu'il a vu que j'étais en faveur du protocole de Kyoto et m'a dit: "Tu sais, ce sera à toi de t'adapter à nos politiques et non pas l'inverse." J'ai immédiatement compris ce que j'avais à faire.», raconte-t-il.

Des amis au sein du Parti libéral du Canada ont aussi tenté leur chance, même si Thomas Mulcair et Stéphane Dion n'ont pas souvent été sur la même longueur d'onde dans le passé. «Ils m'ont appelé le 20 juin, une journée avant que j'annonce que je passais au NPD! Maintenant que je vois les problèmes internes des libéraux, je me demande si leur chef était au courant de cette approche.»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390